

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



Retrouvez-nous sur
www.economie-gabon.com

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

COOPÉRATION INTERNATIONALE

LES ÉTATS-UNIS, UN ACTEUR MAJEUR POUR L'AFRIQUE



Lire p.4

VIE ÉCONOMIQUE

LA ZONE FRANC À L'ABRI DES CHOCS INFLATIONNISTES



Lire p.9

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'INDE FAIT UN DON DE 560 MILLIONS DE FRANCS AU GABON



Lire p.20

TIC

INTERNET : LA GUERRE DES PRIX FAIT RAGE AU GABON



Lire p.21

DOSSIER

ÉDUCATION & FORMATION



**L'ÉDUCATION :
UN DÉFI
PERMANENT**

L'E3MG : ÉCOLE DE RÉFÉRENCE DE LA SOUS-RÉGION

**CAMPUS FRANCE GABON AU SERVICE DE LA
MOBILITÉ ÉTUDIANTE VERS LA FRANCE**

ÉTUDIER : POURQUOI LE CHOIX DE L'AFRIQUE

**LA FORMATION : UN SUJET D'ACTUALITÉ
CONSTANT CHEZ OILIBYA**

Lire pages 14-19

Prochain numéro :

ÉDITION SPÉCIALE N° ANNIVERSAIRE

N°70
NOV-DÉC-JAN
2018

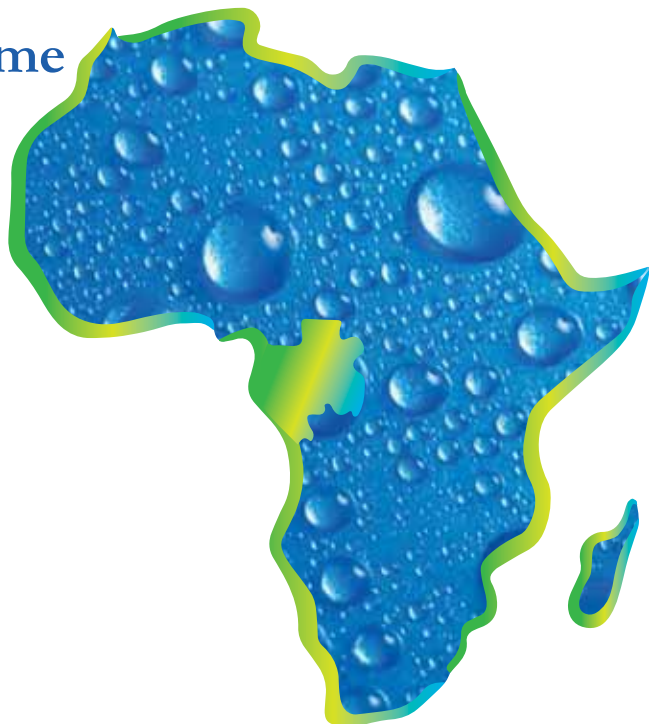




MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'ÉNERGIE



7^{ème}



SEMAINE DE L'EAU WATER WEEK

du 29 oct au 02 nov 2018
Libreville – GABON

THÈME

«VERS LA SÉCURITÉ DE L'EAU ET DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT
GÉRÉS EN TOUTE SÉCURITÉ POUR L'AFRIQUE »

«TOWARD ACHIEVING WATER SECURITY AND SAFELY
MANAGED SANITATION FOR AFRICA »



MORE INFORMATION ON : WWW.ENERGIE.GOUV.GA // WWW.AMCOW-ONLINE.ORG // WWW.AFRICAWATERWEEK.COM

Sommaire N°69

VIE ÉCONOMIQUE

4-11

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH) 2018 : LE GABON À LA 7^E PLACE CONTINENTALE

p.6

L'INDE, PARTENAIRE CLÉ DU GABON

p.7

GABON : 75 MILLIONS D'EUROS DE LA BAD POUR UN ACCÈS UNIVERSEL À L'EAU

p.8

ANALYSE ET DÉCLARATION DE M. HAFEZ GHANEM, VICE-PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE POUR LA RÉGION AFRIQUE.

p.11

DOSSIER

14-19



DÉVELOPPEMENT DURABLE

20

IL NOUS RESTE DEUX ANS POUR AGIR CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, AVERTIT L'ONU

p.20

CONSO & SANTÉ

22

FASO SOAP, CE SAVON ANTI-MOUSTIQUES QUI POURRAIT RÉVOLUTIONNER LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME

p.22

Édito

L'ÉDUCATION : UN DÉFI PERMANENT

Par Anne-Marie Jobin



Petits et grands ont repris le chemin des écoles. La rentrée est à présent derrière nous et le futur consiste en la réalisation des engagements promis par Monsieur le Ministre en charge de l'éducation pour que nos chérubins étudient dans les meilleures conditions. Il s'agit du respect du calendrier de la rentrée des classes, de la conduite à terme des travaux de construction et de la réhabilitation des infrastructures scolaires, de la mise à disposition progressive des postes budgétaires au profit de nouveaux enseignants, du redéploiement des enseignants du secondaire dans les salles de classe cumulativement avec leurs fonctions administratives, de la refonte curriculaire permettant d'arrimer les formations aux besoins du marché de l'emploi, du renforcement du contrôle et de l'encadrement, de l'institutionnalisation des visites médicales pour les élèves du pré-primaire, de l'orientation d'un plus grand nombre d'apprenants vers l'enseignement technique et professionnel après création de filières supplémentaires en lien avec les besoins des opérateurs économiques. Rendez-vous dans 10 mois pour faire le point.

Les grandes sociétés de la place s'investissent dans le devenir des élèves tout juste sortis du sérail de l'éducation. La Fondation BGF l'Education lance la 2^e édition de son programme « Women Entrepreneurs Business éducation », TOTAL lance et multiplie les efforts pour mobiliser les jeunes ambitieux à s'inscrire au 2^e challenge « Startupper de l'année », et au regard du succès remporté l'an passé, gageons que c'est de bon augure. L'E3MG, école des mines de Mouanda, accueille et forme les jeunes aux métiers de la mine, l'Institut français attend les candidats aux bourses octroyées par Campus France, Altemploi enregistre les besoins des sociétés de la place et propose des postes à pourvoir dans des secteurs très divers. L'UNESCO s'engage à l'échelle internationale pour qu'aucune fille ne soit laissée de côté.

À l'énumération de ces initiatives, il apparaît clairement que les volontés et les moyens sont mis en œuvre pour que la jeunesse gabonaise soit une des élites de l'Afrique ■

Directeur de la publication
Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction
Anne-Marie JOBIN
Rédacteur en Chef - Éditorialiste

Nancy DIGOMBE
Secrétaire de Rédaction
laredaction@economie-gabon.com

Responsable Multimédia
Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution
Jocelyne DOKASSE - Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Stratégie & Développement
Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :
241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur Artistique & Infographie
Donald Ella

Impression : Multipress
Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales
MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Siège social
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com
Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon



www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre smartphone



Magazines en PDF
retrouvez tous
nos magazines en
version numérique
format PDF

LES ÉTATS-UNIS CRÉENT UNE AGENCE DU DÉVELOPPEMENT POUR CONCURRENCER LA CHINE EN AFRIQUE

Le sénat américain a adopté le 3 octobre un texte créant l'USIDFC, une nouvelle institution de financement du développement. Cette agence est la réponse de Donald Trump à l'initiative chinoise « One Belt, One Road », alors que Xi Jinping a annoncé début septembre 60 milliards de dollars en faveur du développement de l'Afrique.

Par Anne-Marie Jobin

«Il n'est pas exagéré de dire qu'il s'agit du plus grand pas en avant de la politique de développement américaine au moins depuis la création de la Millennium Challenge Corporation en 2004 et le lancement du PEPFAR [President's Emergency Plan for AIDS Relief, ndlr] en 2003», expliquent Todd Moss et Erin Collinson du Center for Global Development.

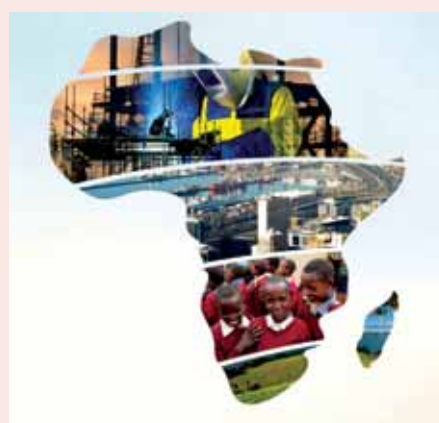
Dans un esprit de solidarité, les sénateurs démocrates et républicains ont adopté, à une majorité de 93 voix contre 6, le BUILD Act, loi pour une meilleure utilisation des investissements pour le développement.

Le BUILD Act fusionne plusieurs agences gouvernementales américaines en une nouvelle organisation, l'US International Development Finance Corporation (USIDFC), ayant le pouvoir d'octroyer 60 mds de dollars de financement.

UNE AGENCE PUBLIQUE QUI GÉNÈRE DES BÉNÉFICES

L'USIDFC prendra en charge les fonctions de l'OPIC (Overseas Private Investment Corporation) qui a actuellement un portefeuille de 23 mds de dollars de garantie, de prêts directs et d'assurances. Le BUILD Act combine l'OPIC avec plusieurs facilités de crédits gérées par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et l'organisation finançant les études de faisabilité dans les marchés émergents.

Ce texte est consensuel, car l'OPIC, qui est au cœur de la nouvelle agence, est bénéficiaire, mais son activité limitée par un plafonnement de ses engagements à 30 mds de dollars et l'interdiction de détenir des participations dans des projets. Avec un plafond doublé à 60 mds de dollars, l'USIDFC pourra réaliser des investissements sous forme d'actions.



Crédit photo : © DR

«L'OPIC, un petit organisme très performant, a été le principal véhicule de financement du développement aux États-Unis. Mais il a été créé en 1971 et s'en est tenu aux règles établies qui ne lui permettent plus de suivre le rythme de ses pairs européens et de l'activité de la Chine et d'autres pays», soulignent les deux spécialistes du développement international Todd Moss et Erin Collinson.

CONCURRENCER LA CHINE SUR LE CONTINENT

Cette législation a été soutenue par la Maison Blanche, qui cherche à contrer l'ambition de la Chine de devenir un leader mondial du financement du développement.

«Le BUILD Act reconnaît que les investissements du secteur privé sont essentiels à la croissance économique et au développement et offre une alternative financièrement saine aux initiatives dirigées par la Chine qui ont laissé de nombreux pays en développement profondément endettés», explique Ray W. Washburne, le dirigeant de l'OPIC, dans un communiqué daté du 3 octobre.

Selon le *Financial Times*, 16 sénateurs avaient écrit en août au secrétaire du Trésor américain, Steven Mnuchin, en s'indignant que le Fonds monétaire international (FMI) renfloue des pays en difficulté à cause de financements chinois. La lettre exprimait la crainte que les prêts chinois à Djibouti permettent à Pékin de prendre le contrôle du port à conteneurs du pays.

Lors de la dernière édition du Forum sur la coopération Chine-Afrique qui s'est tenue à Pékin début septembre, le président chinois avait annoncé 60 mds de dollars pour le développement de l'Afrique, dont 15 mds sous forme de dons et de prêts sans intérêts ■

Source : *Economie Gabon+*

L'AMÉRIQUE, UN ACTEUR MAJEUR POUR L'AFRIQUE

Parmi tous les sujets brûlants de la diplomatie américaine sous le 45^e président des États-Unis, les défis de l'Afrique peinent en effet à trouver leur place.

Par Anne-Marie Jobin

Pourtant, les États-Unis restent très engagés envers l'Afrique sur des questions aussi diverses que la lutte contre le SIDA ou la lutte contre le terrorisme. Le leadership américain y reste essentiel et ce pays continue à y jouer un rôle non négligeable, dépensant des sommes importantes. La politique africaine menée par l'administration américaine a été définie dans un discours donné par Rex Tillerson à Washington au mois de mars, juste avant son départ pour Addis Abeba.

S'il a évoqué les « opportunités » que présente l'Afrique pour les États-Unis, très peu de nouvelles initiatives ont été abordées. Ainsi, l'ancien secrétaire d'État américain s'est plus ou moins contenté de poursuivre les engagements déjà lancés par les administrations précédentes. Mais après une vacance de plus d'un an, un diplomate chevronné a été nommé chef du bureau pour l'Afrique au Département d'État.

LE PARADOXE DE L'ENGAGEMENT AMÉRICAIN EN AFRIQUE

L'engagement des États-Unis sur le continent reste toutefois impressionnant. Les États-Unis entretiennent une présence diplomatique

permanente dans 50 pays d'Afrique. En 2017, l'assistance américaine non-militaire pour l'Afrique subsaharienne s'élevait à 12 mds de dollars (à titre de comparaison, pour la Chine, le montant avoisinait les 2 mds), fortement axée sur l'humanitaire et la santé. Les États-Unis y déploient plusieurs milliers de soldats pour combattre l'extrémisme, même si le Pentagone parle actuellement d'en réduire le nombre. Le gouvernement américain finance des opérations onusiennes et africaines de maintien de la paix, promeut la démocratie et la bonne gouvernance, soutient la jeunesse africaine. Le secteur privé joue aussi son rôle. Les échanges commerciaux entre le continent et les États-Unis, par exemple, étaient de l'ordre de 55 mds de dollars en 2017.

AU-DELÀ DES CHIFFRES, LE LEADERSHIP AMÉRICAIN RESTE INDISPENSABLE.

Aucun autre pays n'a des moyens équivalents à ceux des États-Unis pour projeter sa force dans les coins reculés d'une région très enclavée ou fournir une assistance humanitaire massive. Aucun autre pays, par exemple, n'aurait été capable de répondre à la crise d'Ebola en 2014, mobilisant 2,4 mds de dollars et déployant des milliers de médecins, chercheurs et militaires pour aider plusieurs



Crédit photo : © DR

pays à faire face à cet énorme défi sanitaire. Personne ne remet en cause cette capacité et, potentiellement, son usage au besoin. Ce paradoxe —entre l'intérêt aléatoire des dirigeants américains pour l'Afrique et l'engagement soutenu sur le terrain— peut s'expliquer. L'establishment américain persiste à croire que les intérêts américains sont servis par l'engagement. Le Congrès américain continue à voter des budgets pour l'Afrique. L'USAID et autres agences d'assistance continuent à s'impliquer dans le développement du continent. Le commandement pour l'Afrique (AFRICOM) continue à créer des partenariats régionaux pour contrer des menaces terroristes d'Al-Shabaab et de Boko Haram. Les relations des États-Unis avec les pays africains peuvent souffrir de l'absence de « high-level engagement », mais à ce stade, l'Amérique continue à être un acteur majeur, sinon incontournable en Afrique ■

Source : *Economie Gabon+*

www.economie-gabon.com

SUR NOTRE SITE

ÉCONOMIE GABON+ FAIT PEAU NEUVE AVEC LA REFORME DE SON SITE INTERNET... REDÉCOUVREZ L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS NOTRE VITRINE WEB

Flashez ce code avec votre Smartphone et visitez nous





MEMBRE DE STAR ALLIANCE

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH) 2018 LE GABON À LA 7^E PLACE CONTINENTALE

Le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) a publié la semaine dernière son édition 2018 du classement mondial des pays en fonction de leur indice de développement humain (IDH).

La rédaction

Le Gabon a perdu une place au niveau mondial (110^e) dans ce nouveau palmarès, mais conserve son rang au niveau continental (7^e) derrière les Seychelles (1^{er}), l'Île Maurice (2^e), l'Algérie (3^e), la Tunisie (4^e), le Botswana (5^e) et la Libye (6^e). Mais devant l'Afrique du Sud (8^e), l'Égypte (9^e) et le Maroc (10^e).

Le fait majeur à retenir est que pour la première fois, le Gabon figure dans la catégorie des pays au « développement humain élevé ». En effet, l'analyse des 3 indicateurs utilisés par le PNUD fait ressortir une nette amélioration des performances du Gabon. Le nombre d'années d'éducation dont a bénéficié un adulte âgé de 25 ans est de 12,8 ans, largement au-dessus de la moyenne mondiale de 7 ans et légèrement en dessous de la moyenne de la Norvège (17,9 ans), leader mondial en matière d'IDH. Estimée à 66,5 ans, l'espérance de vie à la naissance

au Gabon a également permis de tirer l'IDH du pays vers le haut. La moyenne gabonaise est la deuxième en Afrique centrale après celle du Rwanda évaluée à 67,5 ans. Autre facteur impactant l'IDH du Gabon, le revenu national brut (RNB) par habitant. Celui-ci est de 16 431 dollars par an et par habitant. Un chiffre largement supérieur à ceux des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), à l'exception de la Guinée équatoriale où il est évalué à 19 513 dollars.

L'IDH se calcule comme la moyenne simple de trois indices : le revenu par habitant (exprimé en dollars, converti en parité pouvoir d'achat pour tenir compte des différences de prix), l'espérance de vie à la naissance (en années) et le niveau d'études, lui-même composé de la durée de scolarisation des adultes âgés de 25 ans et de la durée de scolarisation escomptée pour les enfants d'âge scolaire (en années).



Crédit photo : © DR

Cependant, pour le PNUD, le Produit intérieur brut et le revenu par habitant ne suffisent plus à décrire la situation économique et sociale dans laquelle se trouve un pays. Si l'on veut évaluer le bien d'être d'une population, il faut également s'intéresser à la manière dont les richesses sont réparties. Le rapport du cabinet McKinsey & Company sur l'état de la pauvreté au Gabon

avait permis de dévoiler un niveau d'inégalités sociales injustifiable pour un pays pétrolier à revenu intermédiaire de la tranche supérieure : 30% de la population gabonaise sont considérés comme économiquement faibles et 95 000 foyers perçoivent moins de 80 000 FCFA par mois ■

Source : directinfosgabon.com

BGFIBANK 13^e INSTITUTION AFRICAINNE À FORT IMPACT RÉGIONAL

Leader dans l'espace de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), BGFIBank occupe le 13^e rang au classement 2018 des 25 premières banques africaines à fort impact régional.

La rédaction

Selon le classement 2018 des 25 premières banques africaines établi par Financial Afrik, BGFIBank est le 13^e établissement bancaire africain à fort impact régional et le premier en zone Cemac.

Avec un score de 27,77 points, BGFIBank revendique un total bilan de 5 310 millions de dollars, un produit net bancaire de 391 millions de dollars, un résultat net de 69 millions de dollars et un réseau bancaire important dans 11 pays en Afrique et en France.

En termes d'offres, le groupe propose à sa clientèle du conseil et des services autour des quatre métiers principaux que sont la banque commerciale, la banque d'investissement, les services financiers spécialisés et l'assurance.

Selon Financial Afrik, leader de l'information financière en Afrique, l'envergure d'une banque qu'exprime l'agrégation des actifs mérite d'être complétée par le chiffre d'affaires (PNB), le résultat net ainsi que le réseau pays en Afrique. « C'est ce dernier élément qui revêt toute son importance dans notre classement, car il est le seul qui porte le projet de développement régional ».

Source : gabonreview.com



Crédit photo : © Ryad Kramdi, AFP

LES AFRICAINES, PREMIÈRES MONDIALES DANS LA CRÉATION D'ENTREPRISES

Un rapport sur l'entrepreneuriat féminin en Afrique révèle que les Africaines possèdent le taux de création d'entreprises le plus important au monde. Mais elles restent encore pénalisées par le manque de financements et d'infrastructures.

La rédaction

Les femmes africaines ont le taux de création d'entreprises le plus élevé au monde, a révélé l'étude intitulée « L'entrepreneuriat des femmes en Afrique : un chemin vers l'émancipation », publiée jeudi 27 août par l'Institut Roland Berger. Le rapport révèle que 24 % des femmes créent leur entreprise, soit « un taux beaucoup plus élevé » qu'en Amérique latine (17 %), en Amérique du Nord (12 %), en Europe et en Asie centrale (8 %). Pour la très grande majorité de ces femmes, l'entrepreneuriat est surtout un moyen d'assurer leur subsistance et celle de leur famille, pointe l'étude qui porte sur 54 pays et a été publiée à

l'occasion des deuxièmes rencontres « Women in Africa » qui se sont tenues les 26 et 27 août à Marrakech, au Maroc. « Les femmes créent souvent leur entreprise à défaut de pouvoir accéder au marché de l'emploi et (...) parce qu'elles ont besoin d'une source de revenus pour elles et leur famille », note le rapport qui s'appuie sur une quinzaine d'indicateurs tels que le niveau d'égalité, l'emploi, la langue etc.

Au total, l'étude estime qu'entre 150 et 200 mds de dollars de valeur ajoutée sont créés par les femmes africaines, un apport important aux économies locales. L'institut Roland Berger relève toute-

fois un contraste entre les pays subsahariens dont les taux sont plus élevés (26 %) et ceux d'Afrique du Nord où ils n'atteignent que 8 %, un écart attribué à des différences « socio-économiques et aux réalités culturelles ». En Afrique, les femmes font toujours face à des difficultés pour mener à bien leurs projets, parmi lesquelles « la rareté des infrastructures, le manque de formation digitale et la difficulté de trouver des financements », selon le rapport. Environ 15 % des femmes doivent cesser leurs activités, car elles n'ont pas accès aux financements nécessaires pour les développer ■

Source : www.france24.com

Géant CKdo
 LIBREVILLE

Super CKdo
 LIBREVILLE
 PORT-GENTIL

Maxi CKdo
 LIBREVILLE



MATINAL
BOISSON CHOCOLATEE
200g - ~~1.420F~~
1.320F



MATINAL
400g - ~~2.075F~~
1.975F



750g nutella
FERRERO
5.900F



**1 NUTELLA 750g ACHETÉ,
= 1 DOSETTE NUTELLA 15g OFFERTE**



BREADSTICKS avec BATONNETS CEREALIERS
nutella & GO!
50g - 1.500F
1.350F





SAC A DOS GABOL
COLORIS AU CHOIX
+ TROUSSE ASSORTIE - ~~12.400F~~
9.900F



CECAGADIS

Offre valable dans la limite des stocks disponibles. Photos et textes non contractuels. Tarifs TTC variables jusqu'au 31/10/2018 - Conception Xavier

GABON : 75 MILLIONS D'EUROS DE LA BAD POUR UN ACCÈS UNIVERSEL À L'EAU

La Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un prêt de 75,4 millions d'euros au Gabon pour l'aider à résorber le déficit en eau potable de 50 000 m³ par jour du Grand Libreville, auquel appartiennent les communes de Libreville, Akanda, Owendo et Ntoun.



Crédit photo : © DR

La rédaction

D'un coût total de 117,4 millions d'euros et cofinancé par le fonds chinois AGTF « African Growing Together Fund » pour 42 millions d'euros, le projet est destiné au financement du premier sous-programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville. Celui-ci comprend le renouvellement de 149 km du réseau d'AEP* de Libreville, le renforcement et l'extension de 131 km du réseau AEP de Libreville et la réparation des fuites dans les bâtiments administratifs.

La réalisation du projet devrait permettre de faire passer le taux d'accès à l'eau potable aux

populations de 25% à 85% en zone rurale et de 45% à 95% en zone urbaine. Quant à l'assainissement, le taux passera de 10% à 80% en zone rurale et de 32% à 80% en zone urbaine.

Ainsi, quelque 920 000 habitants du Grand Libreville bénéficieront d'un approvisionnement régulier en eau potable et en quantité suffisante. En outre, les ménages actuellement souvent obligés d'attendre de longues heures dans la nuit pour s'approvisionner devraient passer moins de temps à recueillir de l'eau. Ils feront également des économies grâce à la réduction des maladies d'origine hydrique et du paludisme.

Akinwumi Adesina, président

de la BAD, déclare « qu'il est souhaitable de financer ce genre d'initiatives pour travailler à faire avancer les choses au Gabon ». Donner l'accès à l'eau aux plus démunis est fondamental. Avec un portefeuille actif estimé à 763,3 millions d'euros, le Gabon fait partie des trois principaux clients de la Banque. Les activités financées par la BAD au Gabon dans le cadre de son Document de Stratégie Pays (DSP) pour la période 2016-2020 sont en cohérence avec le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) et les « High 5 » de la Banque.

Source : le360afrique.com

*Alimentation en eau potable



Crédit photo : © DR

CEMAC : LE GABON PREMIER SUR LE MARCHÉ DES TITRES PUBLICS DE LA BEAC

Un rapport récent de la Communauté économique et monétaire des pays d'Afrique centrale sur la politique monétaire révèle que le Gabon en est devenu le premier animateur des titres de la banque centrale en fournissant le maximum du volume des actifs.

La rédaction

Le Gabon est passé devant le Cameroun sur le marché des titres publics de la Beac. Il en est devenu le principal animateur. À en croire le récent rapport sur la politique monétaire de la Cemac, ce pays d'Afrique centrale a surclassé le Cameroun qui était le principal animateur depuis 2011.

Le rapport indique que le trésor public du Gabon a été plus actif que ceux des autres pays de la Cemac entre mai 2017 et mai 2018. Il est devenu le premier fournisseur des obligations du trésor assimilables (OTA) et de bons du trésor assimilables (BTA).

S'agissant des OTA, le Gabon a levé 47 mds de F CFA. Concernant les BTA, il a émis un volume de 455,6 mds de F CFA, soit 39,9%.

Le Gabon est suivi par le Tchad qui,

sur la même période, a émis 26,8 mds de F CFA sur les OTA et 300,8 mds de F CFA au titre des BTA.

Le Cameroun qui occupe désormais la troisième place sur le marché des titres publics de la Beac, a levé un volume de 214,2 mds de F CFA d'actifs.

Par ailleurs, le rapport note que le Gabon et le Tchad qui sont en tête de classement sur ce marché ont effectué l'année précédente huit émissions qui leur ont permis de mobiliser 93,2 mds de F CFA.

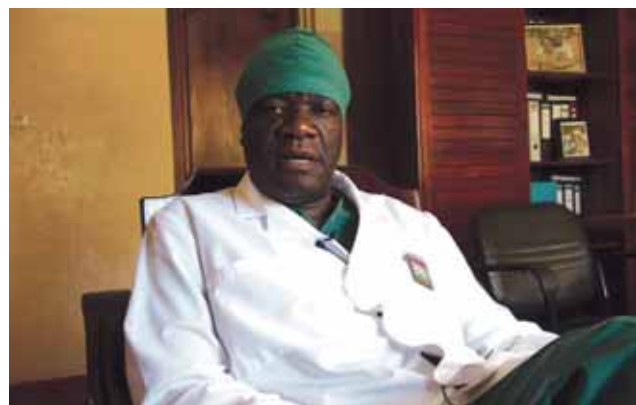
Durant la même période, les trésors publics du Gabon et du Tchad ont payé leurs dettes qui s'élevaient à 1130,5 mds de F CFA, soit 974,9 mds au titre des BTA et 155,6 mds sur les OTA ■

Source : africtelegaph.com

ILS LUTTENT CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 2018 a été décerné à Denis MUKWEGE, docteur gynécologue congolais surnommé « l'homme qui répare les femmes », et à Nadia MURAD, Irakienne de la communauté Yézidie, victime et représentante des victimes de violences sexuelles.

La rédaction



Crédit photo : © DR

Dans les pays confrontés à des mouvements djihadistes, les violences sexuelles sont utilisées comme armes de guerre. Le docteur Denis Mukwege, 63 ans, a consacré sa vie à défendre les victimes de ces violences, notamment pendant la guerre en République démocratique du Congo. Avec son équipe, il a sauvé des milliers de patients victimes de tels assauts.

Il a régulièrement condamné l'impunité des viols collectifs et critiqué le gouvernement congolais et ceux d'autres pays qui, selon lui, ne condamnent pas suffisamment ces faits et n'agissent pas assez pour mettre fin à cette stratégie militaire.



Crédit photo : © DR

Nadia Murad, 25 ans, Irakienne, est « le témoin qui raconte les abus perpétrés contre elle et d'autres ». Elle a fait preuve d'un « courage rare en racontant ses propres souffrances et en s'exprimant au nom des autres victimes ». C'est l'une des 3000 femmes yézidiennes qui ont subi viol et autres abus de la part de l'armée de Daech. « Ces abus étaient systématiques, c'est une arme utilisée dans le combat contre les Yézidis et les autres minorités religieuses ».

En 2016, Nadia Murad a été nommée ambassadrice de l'ONU pour la dignité des survivants de la traite d'êtres humains.

UN PRÉREQUIS POUR LA PAIX

Lors d'une conférence de presse, la présidente du comité Nobel norvégien, Berit Reiss-Andersen, a précisé que le prix Nobel de la paix 2018 visait à « faire prendre conscience que les femmes représentent la moitié de la population et sont utilisées comme des armes de guerre. Elles ont besoin de protection et les auteurs de ces crimes doivent être poursuivis ».

C'est un « prérequis fondamental pour la paix », estime-t-elle. Interrogée sur un possible lien avec le mouvement #MeToo, Berit Reiss-Andersen a répondu que ce mouvement « et les crimes de guerre ne sont pas la même chose ». Mais ils ont en commun « le fait de voir la souffrance des femmes, les abus, et de les partager ».

Les Nations-Unies ont salué une annonce « fantastique » qui « aidera à faire avancer le combat contre les violences sexuelles comme arme de guerre dans les conflits ». « C'est une cause chère aux Nations-Unies », a précisé la porte-parole de l'ONU à Genève, Alessandra Vellucci.

Les lauréats 2018 succèdent à l'organisation ICAN, Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, décorée en 2017. C'était la 28^e organisation à être récompensée par un prix Nobel de la paix.

Il y avait cette année 331 candidats pour le prix Nobel de la paix, dont 216 individus et 115 organisations. Si des noms ont été évoqués, la liste officielle restera secrète pendant 50 ans ■

Source : www.huffingtonpost.fr

LA ZONE FRANC À L'ABRI DES CHOCS INFLATIONNISTES

La Banque de France a publié lundi le Rapport annuel de la zone franc, en étroite collaboration avec les trois banques centrales des pays membres : la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), et la Banque centrale des Comores (BCC).

La rédaction

Le rapport de la zone franc est établi sur la base des données collectées auprès de ces banques centrales ainsi que des commissions bancaires et des autorités nationales des pays membres.

Outre la France, la zone franc comprend quinze pays africains. Huit d'entre eux composent l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Six constituent la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad. Enfin, la zone franc comprend également l'Union des Comores.

UN TAUX DE CROISSANCE DE 3,9% DE LA ZONE FRANC

Ce rapport présente les principales évolutions économiques et financières de la région pour 2017 et les perspectives pour 2018. Il note une remontée de la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la zone franc en 2017, avec un taux de croissance de 3,9 % en termes réels, contre 3,6 %, en 2016. Cette remontée devrait se poursuivre en 2018 grâce à la poursuite du cycle de croissance au sein de l'UEMOA et de la reprise au sein de la CEMAC, grâce à la hausse des prix du pétrole.

Bien que cette bonne performance favorise une amélioration du PIB par tête, elle demeure insuffisante pour permettre un véritable décollage économique de la zone. En 2017, la croissance de l'activité économique en zone franc est restée supérieure à celle de l'Afrique subsaharienne, mais des écarts significatifs demeurent entre les différents pays. Les pays exportateurs de pétrole ont continué de subir les contrecoups de la baisse du prix du baril entre mi-2014 et début 2016. Ainsi, portée par la croissance de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, l'activité économique au sein de l'UEMOA a continué de progresser au rythme soutenu de 6,7 %, alors qu'elle a stagné au sein de la CEMAC. À l'exception de la Centrafrique, tous les pays de la CEMAC demeurent en effet plus sensibles aux fluctuations du prix des matières premières et notamment du pétrole. L'Union des Comores a connu une légère progression à 3,0 % de sa croissance en 2017, portée notamment par la hausse de la production de produits agricoles.

En 2017, les pays de la zone franc continuent d'enregistrer des taux d'inflation (+ 0,8 % en moyenne annuelle) nettement plus faibles que ceux de l'Afrique subsaharienne (+ 11,0 %). L'arrimage à l'euro a en effet protégé les pays de la zone franc des chocs inflationnistes consécutifs aux fortes dépréciations du taux de change auxquelles ont été confrontés les pays

de l'UEMOA (+ 0,8 %) et de Union des Comores (+ 1,0 %).

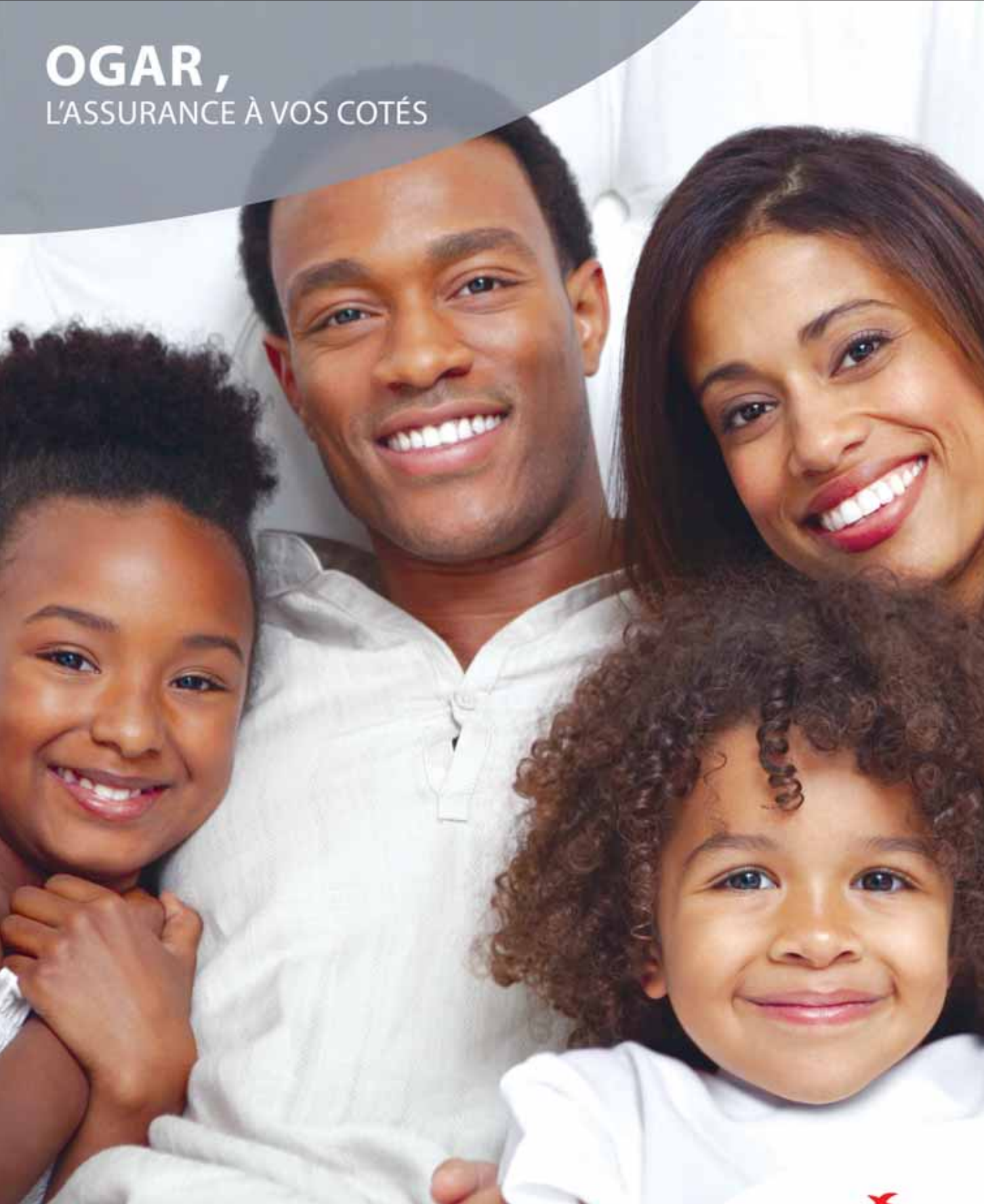
UNE MONTÉE DE L'ENDETTEMENT PUBLIC DANS LA RÉGION CFA

Cette nouvelle édition du rapport de la zone franc a été rénovée et recentrée sur les évolutions globales et structurelles. Un nouveau chapitre analyse certains enjeux et défis auxquels la zone franc fait face activement. Trois thèmes ont été retenus pour cette année : la montée de l'endettement public qui peut, à terme, réduire les marges de manœuvre de la politique

budgétaire ; les liens entre États et banques qui, en amplifiant la corrélation positive entre les risques bancaires et souverains, peuvent être une source d'instabilité financière ; et enfin, la diversification des exportations qui demeure insuffisante pour favoriser le développement économique.

Les banques centrales de la zone franc présentent également leur point de vue sur des sujets spécifiques : l'inclusion financière pour la BCEAO et la BCC, la réforme du cadre opérationnel de la politique monétaire pour la BEAC.

Source : économie Gabon+



OGAR,
L'ASSURANCE À VOS COTÉS

Contactez - nous au:
Tél: +241 01 76 15 96 / 01 76 04 95
Fax: +241 01 76 58 16 / 01 76 46 43
www.groupeogar.com

Ogar
Toujours avec vous

17^E SOMMET OIF : À EREVAN, L'AFRIQUE AU CŒUR DE LA FRANCOPHONIE DES AFFAIRES

Le 17^e Sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) s'est déroulé ce mois d'octobre à Erevan en présence d'une quarantaine de chefs d'État et de 84 délégations. Pendant deux jours, les chefs d'État, dont une quinzaine de présidents africains, ont échangé sur les moyens de promouvoir l'Organisation forte de ses 300 millions de locuteurs. Si le principal enjeu de ce sommet fut l'élection du nouveau secrétaire général, l'Afrique, continent qui abritera près de 700 millions de francophones à l'horizon 2050, s'impose comme le moteur d'une francophonie des affaires qui émerge désormais comme la réponse aux défis contemporains.

La rédaction



Crédit photo : © DR

Les Chefs d'État présents au sommet d'Erevan

La cérémonie d'ouverture officielle du sommet a été marquée par plusieurs interventions, notamment celle de la secrétaire générale sortante de l'OIF, la canadienne Michaëlle Jean, qui en a profité pour planter le décor, mais aussi et surtout mettre en exergue les véritables enjeux.

«C'est sous votre impulsion que la francophonie, au fil de ces quelque cinquante ans, a renforcé ou élargi ses missions pour répondre au plus près [...] aux besoins et aux aspirations nouvelles des populations, notamment des femmes et des jeunes, en matière d'éducation et de formation, de développement durable, d'innovation technologique, d'entrepreneuriat», a rappelé Michaëlle Jean s'adressant aux chefs d'État. Elle a également saisi cette occasion pour dresser le bilan de son mandat remis en jeu à l'occasion du sommet d'Erevan.

Alors qu'elle était candidate pour un second mandat, le poste a été remporté par la Rwandaise Louise Mushikiwabo qui bénéficiait du soutien de l'ensemble des chefs d'État africains, mais aussi de la France, du Canada ainsi que du Québec.

De l'Afrique, il en a été beaucoup question durant ce sommet. D'abord avec la présence de nombreuses délégations et de près de quinze chefs d'État, et ensuite dans les discours.

L'une des présences les plus remarquées a été celle du Ghanéen Nana Akufo Addo, président d'un pays anglophone et non membre de l'organisation. Cependant, le président ghanéen a expliqué que du fait des frontières communes de son pays avec des pays exclusivement francophones et du partage des mêmes espaces économiques (CEDEAO), sa présence à Erevan ainsi que le renforcement de ses relations avec les pays

CEMAC : LE GABON PREMIER SUR LE MARCHÉ DES TITRES PUBLICS DE LA BEAC

Un rapport récent de la Communauté économique et monétaire des pays d'Afrique centrale sur la politique monétaire révèle que le Gabon en est devenu le premier animateur des titres de la banque centrale en fournissant le maximum du volume des actifs.

Le Gabon est passé devant le Cameroun sur le marché des titres publics de la Beac. Il en est devenu le principal animateur. À en croire le récent rapport sur la politique monétaire de la Cemac, ce pays d'Afrique centrale a surclassé le Cameroun qui était le principal animateur depuis 2011.

Le rapport indique que le trésor public du Gabon a été plus actif que ceux des autres pays de la Cemac entre mai 2017 et mai 2018. Il est devenu le premier fournisseur des obligations du trésor assimilables (OTA) et de bons du trésor assimilables (BTA).

S'agissant des obligations du trésor assimilables (OTA), le Gabon a levé 47 m^{ds} de F CFA. Concernant les BTA, il a émis un volume de 455,6 m^{ds} de F CFA, soit 39,9%.

Le Gabon est suivi par le Tchad qui, sur la même période, a émis 26,8 m^{ds} de F CFA sur les OTA et 300,8 m^{ds} de F CFA au titre des BTA.

Le Cameroun qui occupe désormais la troisième place sur le marché des titres publics de la Beac a levé un volume de 214,2 m^{ds} de F CFA d'actifs.

Par ailleurs, le rapport note que le Gabon et le Tchad qui sont en tête de classement sur ce marché ont effectué l'année précédente huit émissions qui leur ont permis de mobiliser 93,2 m^{ds} de F CFA.

Durant la même période, les trésors publics du Gabon et du Tchad ont payé leurs dettes qui s'élevaient à 1130,5 m^{ds} de F CFA, soit 974,9 m^{ds} au titre des BTA et 155,6 m^{ds} sur les OTA ■

Source : africtelegraph.com

membres de la Francophonie était «assez stratégique».

Les chefs d'État du Niger, Issoufou Mahamadou, et de la Centrafrique, Faustin Archange Touadéra, ont pris la parole à la tribune au nom de leurs pairs du continent pour réaffirmer leur attachement aux valeurs de la francophonie. Par la même occasion, ils ont plaidé la cause de l'Afrique et de leurs pays respectifs qui font face à de multiples défis, notamment politiques, socioéconomiques, climatiques et surtout sécuritaires.

«Il ne peut y avoir de prospérité dans l'espace francophone sans paix ni sécurité. Or certains de nos États membres sont confrontés aux menaces terroristes et à celles d'organisations criminelles. C'est le cas des États du Bassin du Lac Tchad et de ceux du Sahel. Ces États ont besoin de la solidarité de la communauté internationale en général et de la communauté francophone en particulier. [...] L'Afrique restera un réservoir de migration clandestine aussi longtemps qu'elle continuera à être un simple réservoir de matières premières. L'industrialisation du continent est donc un impératif incontournable. Davantage d'investissements directs des pays francophones développés pourront y contribuer», a déclaré Mahamadou Issoufou, président du Niger.

L'AFRIQUE, MOTEUR DE CROISSANCE DE LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE

Dans son long discours, le président français a plaidé pour «faire du français une langue du commerce, des affaires et de la diplomatie». La francophonie des affaires était en effet l'un des principaux enjeux du sommet, notamment avec l'organisation, en marge, du Forum francophone des affaires (FFA). Au cœur de cette francophonie économique, l'Afrique bien sûr, notamment grâce à un vaste marché estimé à 700 millions de locuteurs francophones à l'horizon 2050 ! Si Emmanuel Macron a estimé que «le premier combat de la francophonie dans les années à venir c'est la jeunesse, et particulièrement la jeunesse africaine», le premier ministre canadien a été plus explicite : «L'Afrique s'impose comme le moteur de la francophonie», a déclaré Justin Trudeau.

En la matière, les chiffres lui donnent raison et amplifient l'appétit des hommes d'affaires francophones pour l'Afrique. Selon les chiffres publiés la veille du sommet par l'observatoire de la francophonie, le monde compte 300 millions de locuteurs francophones en 2018, dont près de 60% résident en Afrique. Ce continent est d'ailleurs l'espace qui affiche la plus grande progression depuis 2014, avec +17%, et les perspectives pour l'apprentissage du français, seconde langue étrangère la plus apprise au monde, sont prometteuses avec 8% d'élèves et d'étudiants en plus au niveau mondial, une croissance portée également par l'Afrique, alors que l'Asie accuse un certain recul.

Il convient de rappeler que le thème du sommet d'Erevan était : «Vivre ensemble dans la solidarité, le partage des valeurs humanistes et le respect de la diversité : source de paix et de prospérité pour l'espace francophone». Au cours de leur conclave de deux jours, les chefs d'État de l'OIF ont entériné plusieurs décisions adoptées en amont par le Conseil des ministres francophones, et procédé à l'élection de la nouvelle secrétaire générale de l'Organisation ■

Source : economie.gabon

ANALYSE ET DÉCLARATION DE MONSIEUR HAFEZ GHANEM, VICE-PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE POUR LA RÉGION AFRIQUE DEPUIS LE 1^{ER} JUILLET 2018.

La rédaction

Malgré un recul du taux de pauvreté en Afrique, passé de 54 % à 41 % entre 1990 et 2015, l'accroissement démographique de la région de 2,6 % par an efface les gains obtenus et a fait basculer 130 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté.

Aujourd'hui, plus de la moitié des 725 millions d'individus les plus démunis du monde vivent en Afrique. L'issue de la guerre contre la pauvreté dans le monde se jouera donc sur le continent, et c'est une bataille que nous devons gagner.

Pour cela, la planète entière doit se mobiliser. Car si l'augmentation du nombre de pauvres en Afrique constitue sans conteste un enjeu humanitaire et de développement majeur pour le continent, elle peut aussi avoir d'importantes conséquences sociales, politiques et économiques pour le reste du monde et, surtout pour l'Europe.

Je suis convaincu que le retard pris par l'Afrique sur le front de la pauvreté provient d'investissements insuffisants dans l'humain. Bien sûr, la croissance et la réduction de la pauvreté passent par le développement des infrastructures, la stabilité macroéconomique, l'efficacité des institutions et la bonne gouvernance. Mais si les Africains ne sont pas en bonne santé ni correctement instruits, le continent ne parviendra pas à attirer suffisamment d'investissements de qualité pour combler le déficit infrastructurel, et les réformes engagées pour améliorer les institutions et la gouvernance continueront de produire des résultats inférieurs aux attentes.

La Banque mondiale a récemment présenté un nouvel « indice du capital humain » qui s'attache à quantifier la productivité et le potentiel économique de la population d'un pays à partir du taux de survie des enfants, de l'accès à l'éducation et de sa qualité, et des performances sur le plan de la santé. Des études ont montré une corrélation très étroite entre les valeurs de cet indice et les résultats en termes de croissance.

Ces conclusions n'ont rien de véritablement étonnant : sans une population en bonne santé, instruite et résiliente, un pays ne peut espérer soutenir la concurrence dans l'économie mondiale. Et cet impératif va s'accroître dans les années qui viennent, avec

l'impact des technologies sur la nature du travail et l'évolution rapide des compétences exigées, qui sont source d'opportunités autant que de risques.

INVESTIR DANS L'ÉDUCATION NE SE RÉSUME PAS À CONSTRUIRE PLUS D'ÉCOLES

Les résultats de l'indice du capital humain pour l'Afrique sont préoccupants : 25 des 30 pays situés en bas du classement se situent dans cette région du monde. Les systèmes éducatifs africains sont en crise, avec environ 50 millions d'enfants non scolarisés, des taux d'achèvement faibles et des acquis scolaires médiocres. La situation sanitaire n'est guère meilleure : près d'un tiers des enfants souffrent d'un retard de croissance, ce qui signifie qu'ils ne s'épanouiront pas pleinement sur le plan physique et intellectuel. Enfin, un trop grand nombre de pauvres ne bénéficient d'aucun programme de protection sociale ou d'aide par le travail et sont ainsi livrés à eux-mêmes en cas de crise.

Ces constats dramatiques n'ont rien d'inéluctable. En se fixant l'objectif ambitieux d'assurer à long terme une instruction complète à sa population et de la maintenir en bonne santé – autrement dit, en visant le haut du classement de l'indice –, l'Afrique pourrait afficher un PIB par habitant 2,5 fois supérieur à son niveau actuel. Les investissements dans la santé, l'éducation et la protection sociale en Afrique offrent donc un rendement considérable et doivent être une priorité absolue.

Mais investir dans l'éducation ne se résume pas à construire plus d'écoles. Il faut déployer des programmes de développement de la petite enfance, renforcer les programmes scolaires pour les adapter à l'économie moderne, en y introduisant notamment l'acquisition de compétences non techniques comme la résolution de problèmes, et permettre aux enseignants d'être plus efficaces. Quant aux établissements scolaires, ils doivent être davantage responsabilisés sur leurs objectifs éducatifs et les acquis des élèves.



Hafez Ghanem, vice-président de la Banque mondiale pour la région Afrique

La jeunesse d'Afrique, son énergie, sa créativité et sa résilience sont l'un de ses meilleurs atouts. Le 21^e siècle pourrait être celui de la renaissance africaine – à condition que les gouvernements et leurs partenaires au développement donnent la priorité aux investissements dans l'humain et notamment dans les jeunes.

Le meilleur moyen d'éradiquer la pauvreté en Afrique et de contribuer à la stabilité et la prospérité de notre planète est de doter le continent d'une jeunesse en bonne santé, instruite et parée pour affronter l'avenir ■

Source : africotelegraph.com



SAVOUREZ LE MOMENT

2 Voitures à gagner



+ DE 500.000 LOTS À GAGNER

DU 15 OCTOBRE AU 15 DÉCEMBRE
CONCOURS
CAPSULES



SOUS TA
CAPSULE
60cl
UNIQUEMENT



Pour gagner l'une des voitures qui seront tirées au sort, récupère tes lots et inscris-toi dans un des CECADO de Libreville ou de Port-Gentil. Règlement du jeu déposé Chez Maître OBERDONO, huissier de justice.

Partenaires :  & TOYOTA GABON

*Pousser la performance du moteur à
un niveau supérieur*



**Représentant Officiel de la marque Mobil,
Leader mondial du lubrifiant**

Mobil™

Performance by **ExxonMobil**

LA SEMAINE AFRICAINE DE L'EAU : 29 OCTOBRE – 2 NOVEMBRE À LIBREVILLE

La rédaction

La Semaine Africaine de l'Eau (SAE) est organisée par le Conseil des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW) en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine (UA). Cette institution fut créée en 2002 à Abudja au Nigéria lors de la 11^e session ordinaire de l'assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'union africaine. L'AMCOW est composée d'un conseil de direction mené par les 54 ministres de l'eau, d'un conseil exécutif constitué de 15 ministres + le président élu par rotation et du comité technique consultatif géré par 25 experts en eau et en assainissement.

L'objectif des missions est double : développer une stratégie de mise en œuvre des engagements de Sharm El Sheikh en vue d'accélérer les progrès dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique et assurer un leadership politique et un plaidoyer dans le secteur pour la croissance socio-économique et le développement durable.

Les réunions ont lieu tous les 2 ans dans un pays différent. Cet événement attire plus de 1000 participants dont de nombreux ministres en charge de l'Eau, des institutions régionales, des partenaires internationaux du secteur privé, de la communauté scientifique, de la société civile et des médias du monde entier, et en particulier de l'Afrique.



En Afrique, l'eau représente un engagement politique au plus haut niveau. D'où la création et l'institutionnalisation d'une plateforme pour échanger et chercher collectivement des solutions aux défis de l'eau et de l'assainissement sur le continent.

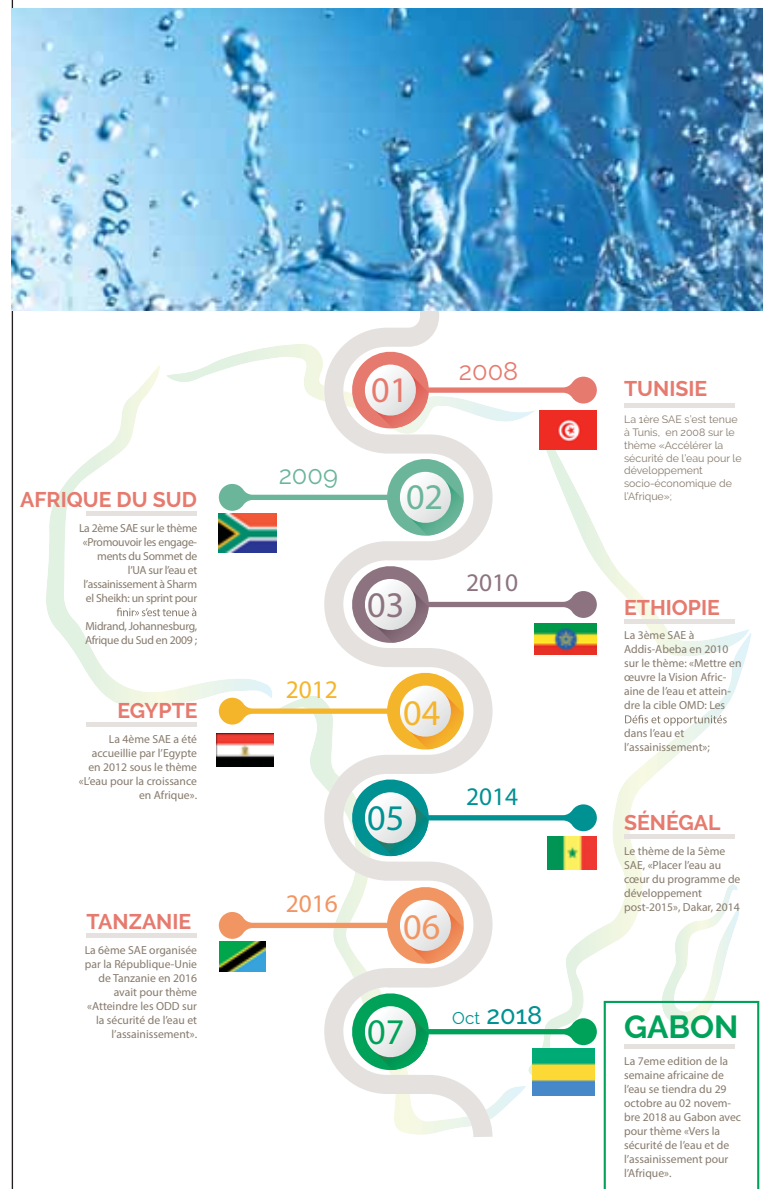
Il est conforme à la décision du Conseil d'administration de l'AMCOW d'institutionnaliser la SAE comme un moyen de donner un élan à la réalisation de la « Vision africaine de l'eau pour 2025 ».

Les enjeux pour le Gabon sont nombreux. D'une part, il s'agit d'augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et de garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau. D'autre part, il faut assurer la

gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient d'ici à 2030 ; promouvoir le développement de la gestion des ressources en eau et accélérer la mise en place des programmes nationaux de réhabilitation des infrastructures ; promouvoir l'utilisation d'un éventail de technologies d'assainissement existantes et d'autres approches créatives essentielles à la réalisation d'importants projets dans l'assainissement ; contribuer à l'élaboration des stratégies pour le financement adéquat et durable des programmes d'eau et d'assainissement au niveau national et sous-régional ; partager les leçons et les bonnes pratiques sur l'amélioration de l'eau, de l'assainissement et de la résilience au changement climatique ■

Source : Ministère de l'Eau et de l'Énergie

LES DATES CLÉS SAE



RENTRÉE
SCOLAIRE

Parce qu'ils sont l'avenir, nous en prenons soin chaque année.



www.bicig-gabon.com

Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 18 000 000 000 - Siège social 714, Avenue du Colonel Parant - BP 2241 Libreville (Gabon) - RCCM n° 2002 B 01732 - NIF 790027/A - Code Banque 40001 - Tél. : + 241 01 76 26 13 - Fax : + 241 01 74 40 34 - Email : bicignet@bnpparibas.com

L'ÉDUCATION : UN DÉFI PERMANENT

L'ÉCOLE EST LE CREUSET OÙ SE CONSTRUIT L'AVENIR D'UNE GÉNÉRATION.

Par Anne-Marie Jobin

Développer le sujet de l'éducation, de la formation, de l'instruction, de l'employabilité, reste une problématique récurrente. Pourtant, l'école est effectivement le creuset où se construit l'avenir d'une génération. La sensibilité presque toujours exacerbée des enseignants face aux changements proposés, voire imposés, est souvent ravivée parce que même s'ils sont consultés à la hauteur de leurs attentes, les réformes sont dictées et appliquées davantage en fonction d'un budget plutôt que des besoins ressentis. Cet état de fait est d'ordre universel et particulièrement flagrant sur le continent africain. Pourtant, l'entrepreneuriat est essentiel à la croissance économique de l'Afrique et constitue l'une des clés de création de possibilités d'emploi pour les jeunes sur tout le continent. Mais comment entreprendre sans avoir acquis les bases essentielles ?

Au Gabon, à la suite du forum relatif à la coopération sino-africaine (FCSA) qui s'est déroulé du 3 au 6 septembre dernier, une partie des 16 mds de F CFA donnés au Gabon sans contrepartie est destinée au secteur de l'éducation. Mais les analyses et résultats de la Task Force qui s'est réunie du 22/8 au 5/9 et dont les objectifs étaient de répondre de manière efficiente aux problèmes du système éducatif et d'élargir la valorisation de la formation professionnelle pour mieux l'adapter aux exigences du marché de l'emploi, prouvent que nous sommes loin du compte. Le budget nécessaire à la mise en œuvre d'une réforme profonde du système éducatif dans tous ses domaines s'élève à 1 250 mds de F CFA.

Ces assises qui ont réuni les acteurs de l'éducation nationale, les membres du gouvernement, les syndicats de l'éducation nationale et les partenaires privés, avaient pour objectif de réfléchir aux mesures drastiques à mettre en œuvre pour relever le niveau du système éducatif en proie à des difficultés multiformes depuis des décennies. Il était donc question de dresser un diagnostic exhaustif de l'école gabonaise et de proposer des pistes de solutions.

L'enveloppe mentionnée devrait permettre la mise en place d'une vision stratégique appelée « Plan quinquennal de l'éducation nationale », axée sur trois points essentiels.

Ce plan suggère la réalisation d'infrastructures scolaires et administratives et la mise en place d'équipements de qualité pour les structures de formation scolaire et universitaire, le lancement de nouvelles filières stratégiques, l'amélioration des curricula et autres programmes, le recrutement des enseignants et des personnels administratifs, et enfin la mise en place d'un secrétariat scientifique d'orientation, la création d'un Conseil national de l'éducation et le regroupement des différents ministères en charge de l'éducation et de la formation au sein d'un seul et même ministère.

Outre ce plan quinquennal, les experts réunis lors de cette rencontre ont préconisé un suivi du parcours scolaire des jeunes, de leur orientation et de leur formation professionnelle pour atteindre enfin une adéquation formation-emploi ■



**ECOLE DES MINES ET DE LA MÉTALLURGIE
DE MOANDA**



E3MG
Ecole des mines et de la métallurgie de Moanda

986 Moanda (Gabon) (+241) 04 67 00 77
info@e3mg.ga www.e3mg.ga

INTERVIEW DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ÉCOLE DES MINES ET DE MÉTALLURGIE DE MOANDA (E3MG) MONSIEUR ÉTIENNE MVOULA

L'E3MG : ÉCOLE DE RÉFÉRENCE DE LA SOUS-RÉGION

Inaugurée à Mouanda en 2016, l'école des mines baptisée E3MG fut créée pour former des jeunes aux métiers de la mine et de la métallurgie. Elle est le fruit d'un partenariat public-privé entre l'État gabonais et COMILOG. Depuis plus de 50 ans, COMILOG exploite, transforme et valorise le minerai de manganèse dont le Gabon est l'un des premiers producteurs mondiaux. Comilog emploie actuellement environ 2000 personnes.

Par Anne-Marie Jobin



Monsieur Étienne MVOULA, Directeur Général de l'École des Mines et de Métallurgie de MOANDA

À quelques jours de la réouverture de l'école, Monsieur Etienne Mvoula, son Directeur Général, répond à nos questions.

ECONOMIE GABON+ : En quelle année cette école fut-elle construite ? Cette décision a-t-elle été justifiée par un problème de ressources humaines ?

Les travaux de construction de l'E3MG ont débuté en janvier 2015 pour s'achever en mai 2016. L'école a été inaugurée le 6 juin 2016 par son Excellence,

Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, et elle a ouvert ses portes en octobre de la même année. L'objectif de cette école d'application est de professionnaliser dans les secteurs minier et métallurgique des étudiants déjà diplômés au niveau bac + 2 pour les techniciens et bac + 5 pour les ingénieurs. L'E3MG est une passerelle entre le monde universitaire et le monde professionnel.

ECONOMIE GABON+ : Combien d'apprenants pouvez-vous accueillir et sur quels critères sont-ils acceptés ?

Nous avons les capacités d'hébergement pour accueillir environ 45 étudiants, mais nous limitons pour l'instant à 25 par promotion, car notre but est de trouver un emploi aux étudiants. Nous ajustons donc le nombre d'apprenants aux réalités du monde économique. L'entrée à l'E3MG se fait sur concours. Après une première phase d'étude des dossiers, un certain nombre d'étudiants sont déclarés admissibles aux épreuves de tests (en mathématique, physique, chimie, géologie et anglais) et à un entretien de motivation. Nous souhaitons recruter les meilleurs étudiants sans considérations financières.

ECONOMIE GABON+ : Cette école est unique en Afrique Centrale et est ouverte aux volontaires des pays de la CDEAC. Quelle est la répartition par pays ? Les Gabonais sont-ils prioritaires ? Combien de jeunes filles ou femmes sont inscrites et quelles sont leurs filières de prédilection ?

Cette école est ouverte à la sous-région, mais seuls les étudiants gabonais sont boursiers de l'ANBG (Agence Nationale des Bourses du Gabon) et à ce titre, sont hébergés à titre gracieux. Nous avons eu en moyenne deux étudiants étrangers par promotion (Cameroun, Togo, Niger). Aucune clé de répartition entre les pays de la CDEA n'est formalisée et il n'y a à ce jour aucun quota réservé aux étudiants non gabonais. Quant aux jeunes filles, nous avons accueilli cinq étudiantes au sein de la première promotion, toutes filières confondues. Une seule étudiante a été admise dans la deuxième promotion et nous en attendons une venant du Cameroun pour la troisième... Mais, il faut bien comprendre qu'en dehors du Gabon, il n'y a pratiquement aucune mine en exploitation dans les pays de la CDEAC.

ECONOMIE GABON+ : Quel est le coût de la formation pour les élèves ? Ont-ils droit à des bourses ou des subventions, si oui à quelles conditions ?

Comme indiqué précédemment, un étudiant gabonais ayant réussi le concours est entièrement pris en charge pour son hébergement et sa scolarité à l'E3MG. Pour les étrangers, la scolarité coûte 2 300 000 F CFA pour un technicien et 3 500 000 F CFA pour un ingénieur.

ECONOMIE GABON+ : Combien d'années et pour quel parcours ? Au sortir de leurs études, sont-ils assurés d'un emploi ?

Il y a deux filières à l'E3MG, une Licence Professionnelle Mines-Métallurgie qui se fait en 12 mois et un diplôme d'Ingénieur de Spécialité Mines-Métallurgie dont la durée est de 18 mois. L'employabilité des étudiants est pour nous le critère principal de performance de l'école. Pour la première promotion diplômée en avril 2018, le taux d'employabilité est pour l'instant de 90 %.

Le vivier de compétences formé par l'E3MG est non seulement à la disposition des opérationnels des métiers de la mine et de la métallurgie, mais aussi à celle d'autres industriels à la recherche d'une ressource humaine bien formée, bien qualifiée et apte à l'emploi.

Pour conclure, sachez qu'en dehors de son activité de formation initiale, l'E3MG essaie de développer d'autres activités lui permettant d'assurer une partie de son financement. Dès l'ouverture de l'école, nous avons proposé des modules de formation continue pour les entreprises gabonaises. Nous avons aujourd'hui un catalogue assez important et proposons des formations dans les domaines suivants : HSE, management, génie des procédés, métallurgie, mining, outils numériques et instrumentation-régulation-systèmes automatisés. Le catalogue est disponible sur simple demande à l'adresse info@e3mg.ga. De plus, nous réalisons des prestations pour les entreprises au sein de notre laboratoire de géotechnique et géomécanique. Vous pouvez obtenir tous les détails concernant notre laboratoire via l'adresse électronique précédente ■

Source : Economie Gabon+

2^E CHALLENGE STARTUPPER DE TOTAL MARKETING GABON

Vous avez moins de 35 ans, vous dirigez depuis moins de 2 ans une entreprise ou vous avez mûri un projet à caractère innovant qui présente un aspect social et sociétal et qui est potentiellement à développer ? Alors prenez-place dans les starting-blocks. Economie Gabon + ne peut qu'appuyer ce genre d'initiative qui soutient les entrepreneurs de demain.

Par Anne-Marie Jobin



En 2015/2016, l'appel à projet du challenge Startupper de TOTAL a été lancé dans 34 pays d'Afrique. Un succès sans précédent qui a compté 1 400 000 visiteurs sur le site STARTUPPER. TOTAL.COM, enregistré 24 000 inscrits et étudié 11 000 dossiers complets pour 3 gagnants par pays, soit 102 lauréats (52 projets et 50 entreprises). L'enthousiasme généré par cette opération provoque un heureux raz-de-marée qui s'étend dans 40 pays du continent pour l'édition 2018/2019.

Dans chaque pays, 3 lauréats gagnent le précieux trophée composé d'une aide financière – 20 millions de F CFA pour le 1^{er} prix, 12 millions pour le 2^e et 8 millions pour le 3^e –, d'un accompagnement professionnel

par l'intermédiaire d'un incubateur, et d'une campagne de communication pour donner une visibilité à chaque projet.

Au niveau du Gabon, 3 entrepreneurs gabonais vainqueurs l'an dernier du Challenge Startupper ont présenté leur bilan. Ils ont déjà créé des emplois (6 chacun en moyenne) et sont présents sur l'ensemble du territoire. Ils n'ont pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. Il s'agit de M. Boris ABESSOLO pour le projet INCINEX, M. Aubin NGOUA pour le projet SOLAR BOX, et M. Edouard Claude GNIAGOGNIENIE OUSSOU pour le projet SCIENTIA.

Au regard du succès de cette première

édition, Total Marketing élargit le périmètre en introduisant quelques nouveautés pour cette année 2018/2019. Tout d'abord, un vrai engagement et une volonté d'accompagner la jeunesse dans 55 pays participants au lieu de 34 précédemment (37 Afrique, 11 Asie, Pacifique, Moyen Orient, 4 Amériques, 3 Europe) soit 165 lauréats, aucune limitation du secteur d'activité des projets pouvant concourir et la création d'un Coup de Cœur Féminin par pays venant ainsi récompenser 55 femmes entrepreneurs dans le monde.

Édouard BOURDIN, Directeur Général de TOTAL MARKETING GABON, espère inciter les femmes entrepreneurs à participer en plus grand nombre. En effet, lors de la 1^{re} édition, les femmes représentaient 25 % des gagnants, alors qu'elles étaient seulement 13 % à participer au Challenge.

Le processus se déroule selon différentes étapes. La période de teasing a déjà démarré via des communications sur les réseaux sociaux et médias Internet et une campagne d'affichage dans nos 48 stations à travers le territoire. L'appel à candidature est également en cours et sera ouvert jusqu'au mardi 13 Novembre, soit 3 semaines et demie. Les dépôts de projet devront se faire uniquement via le site Internet www.startupper.total.com. La période de modération et l'appel à vote populaire s'étendra du 13 novembre à la fin de l'année. Les utilisateurs seront invités à soutenir les projets leur paraissant les plus prometteurs et à réaliser un vote populaire afin de dégager un consensus sur les 100 projets qualifiés. Ensuite,

durant la phase de sélection des finalistes, dans chaque pays participant, un jury local composé d'experts Total, de personnes issues du monde des startups, de responsables d'entreprises et d'acteurs locaux de la vie sociétale, sélectionnera les 15 finalistes du Challenge à partir de début janvier.

Au cours de la finale qui aura lieu en février, les 15 finalistes devront présenter leur projet devant le jury et pour cela, bénéficieront d'une formation en pitch prodiguée par Ogooué Labs. À l'issue de cette formation, chaque candidat aura 10 minutes pour convaincre le jury qu'il mérite de faire partie des trois gagnants ou d'être le Coup de Cœur Féminin.

Une cérémonie de clôture du Challenge Young Startupper de l'Année organisée début mars 2019 verra l'annonce des 4 lauréats pour l'édition 2018-2019. Commencera alors pour ces derniers une période d'incubation de 12 mois maximum avec leur partenaire JA Gabon. Ils rejoindront le Programme Startup qui est un programme de Junior Achievement dont les objectifs sont multiples : trouver le bon modèle économique de leur projet d'entreprise, tester le marché, valider le modèle économique et lancer la startup. Au cours de cette démarche, ils auront de nombreux défis à relever, en particulier la levée de fonds pour développer leur projet sur le long-terme, la maîtrise de la chaîne d'approvisionnement pour une réduction des prix, la sécurisation de partenariats techniques et stratégiques, et surtout trouver des débouchés domestiques et à l'international ■

Source : Economie Gabon+

CAMPUS FRANCE GABON AU SERVICE DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE VERS LA FRANCE

En 2007, la mise en place d'un guichet unique destiné à faciliter la mobilité étudiante vers la France nécessita la création d'Espaces Campus France dans les Instituts français et le déploiement d'une plateforme numérique afin d'accompagner les étudiants dans l'ensemble de leurs démarches.

Anne-Marie Jobin

ECONOMIE GABON+ : Depuis la création de l'Espace Campus France Gabon, combien de candidats ont-ils eu recours à ce service ?

Madame Sandrine TINDJOGO, Responsable Campus France Gabon : en 2011, 1 200 candidats ont créé un dossier en ligne et soumis leur candidature aux établissements universitaires français. Aujourd'hui, ce sont plus de 3 000 dossiers qui sont soumis aux universités françaises. Environ 1/3 d'entre eux verra sa candidature acceptée et pourra ainsi procéder à une demande de visa pour études. Les dossiers électroniques sont d'abord validés à l'Espace Campus France Gabon au sein de l'Institut français avant d'être transmis aux universités. Nous veillons à ce que le dossier soit complet et proposons aux candidats de bénéficier de notre connaissance du système français pour choisir leurs formations et leurs établissements. Lors d'un entretien, les conseillers Campus France analysent les résultats académiques, le projet de l'étudiant et sa motivation pour partir étudier en France. Des commissions sont alors organisées au sein des établissements pour étudier les dossiers des candidats du monde entier et décident *in fine* d'accepter ou non l'étudiant.

ECONOMIE GABON+ : Comment se justifie cet intérêt croissant pour les études en France et quelles sont les filières les plus sollicitées ?

Les candidats sont surtout intéressés par la diversité des filières et des parcours proposés. On compte plus de 2 000 licences et 5 000 masters en France. L'opportunité d'avoir un diplôme reconnu internationalement et une expérience à l'étranger font partie des motivations des candidats.

Les filières les plus prisées sont les sciences humaines en général, le droit et l'économie et gestion. Les étudiants trouvent dans ces domaines une offre qui n'est pas proposée localement. C'est le cas notamment des filières AES (Administration économique et sociale) et LEA (Langues étrangères appliquées).

ECONOMIE GABON+ : Quel est le profil des étudiants que vous recevez à Campus France ?

Les candidats peuvent s'engager dans un projet de mobilité dès la classe de terminale et tout au long

de leur parcours d'études. Certaines candidatures émanent également de professionnels en reconversion.

Les candidatures les plus prisées par les établissements français concernent les second et troisième cycles (master-doctorat). À Campus France, nous encourageons les candidats en premier cycle à s'inscrire dans des parcours offrant un encadrement de proximité (BTS-DUT), cela afin de garantir un parcours de réussite en France.

ECONOMIE GABON+ : Dans combien de pays est implanté Campus France ? Existe-t-il des consignes relatives à la gestion des flux ?

260 espaces et antennes Campus France sont répartis dans 126 pays dans le monde. Plus de 500 personnes y accompagnent les étudiants souhaitant suivre des études supérieures en France. Celui du Gabon figure parmi la quarantaine d'espaces proposant l'ensemble de l'offre de services créés pour accompagner les étudiants et en particulier le dispositif dématérialisé « Études en France », pour toutes les démarches.

Toutes les candidatures sont reçues sans contraintes de quotas (disciplinaires, académiques, de niveaux, d'origine des candidats...).

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont les conditions d'attribution des bourses au Gabon ?

Tout d'abord, il faut relever que les boursiers du gouvernement gabonais constituent le premier contingent de boursiers étrangers en France, avec environ 800 lauréats actuellement. En complément et en lien avec l'ANBG (Agence nationale des bourses du Gabon), l'Ambassade de France a signé depuis 2011 une convention permettant la mise en œuvre d'un programme de bourses cofinancées : la bourse Concorde. Le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères participe chaque année à la prise en charge d'une centaine d'étudiants gabonais et leur permet de bénéficier du statut de boursiers du gouvernement français. Ces bourses sont

attribuées au regard de l'excellence du dossier et ne peuvent être accordées qu'à partir du deuxième cycle (master, doctorat).

ECONOMIE GABON+ : Que deviennent ces étudiants ?

Des dispositions légales ont été adoptées afin de faciliter et d'alléger les procédures pour l'obtention d'un premier emploi en France pour les étrangers titulaires de diplômes supérieurs français. Ils peuvent par exemple bénéficier d'une carte de séjour temporaire ou d'un passeport-talent en fonction de leur activité. Cela constitue une opportunité de valoriser immédiatement leur diplôme avec une expérience professionnelle internationale et de renforcer leur réseau professionnel. Dans cette même logique et pour compléter son offre de service, Campus France a créé le réseau France Alumni. À ce jour, 2000 étudiants et diplômés gabonais sont inscrits sur la plateforme France Alumni Gabon. Plus qu'un simple annuaire, ce site Internet permet d'échanger entre anciens, de diffuser et de consulter des offres d'emploi au Gabon et d'avoir un accès privilégié à l'offre culturelle de l'Institut français. Les entreprises recherchant des profils internationaux de ce type peuvent se rapprocher de ce service pour intégrer le cercle de nos partenaires. Campus France accompagne également la dynamique de ce réseau avec l'organisation d'événements et de moments conviviaux dédiés aux membres (par ex : After work). Enfin, cette année, nous lançons une expérimentation avec le consulat général de France pour l'attribution de visas de circulation aux titulaires d'un diplôme français de second cycle (master, ingénieur...) membres du réseau France Alumni, ayant pour projet de se rendre en France plusieurs fois dans l'année ■

INTERVIEW DE MADAME RADIA GARRIGUES, DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE JA GABON

5 ANS DE PROGRESSION CONSTANTE

JA Gabon est une association de droit gabonais. Pour son lancement, elle a été financée par l'entreprise américaine de BTP BECHTEL dans le cadre de sa stratégie de responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Depuis 2013, JA Gabon a formé plus de 10 000 jeunes à l'éducation financière, l'entrepreneuriat et à l'employabilité.

La rédaction

ECONOMIE GABON + : Madame Garrigues, nous développons le dossier emploi et formation. Il nous paraît opportun de vous poser quelques questions : combien de programmes sont menés en parallèle et lesquels ?

Durant l'année académique 2017-2018 (au 30 juin 2018), nous avons implémenté sept programmes dont trois dédiés à l'éducation financière, un à l'employabilité en partenariat avec l'ONE, deux à l'entrepreneuriat, et la nouveauté a été celui de la formation de jeunes déscolarisés à des métiers.

ECONOMIE GABON + : Combien vos programmes comptent-ils d'apprenants ?

Cette année, nous avons formé 4000 bénéficiaires à Libreville, Port-Gentil, Mouila et Tchibanga.

ECONOMIE GABON + : Quelle est votre plus grande fierté ?

Ma plus grande fierté est de voir les jeunes se transformer et prendre confiance en eux. Qu'ils réussissent ou échouent dans leur projet, l'éducation financière et l'entrepreneuriat les aura transformés et dans tous les cas, ils auront acquis des compétences pour la vie.

ECONOMIE GABON + : Combien de centres sont ouverts dans le pays ?

Nous sommes installés désormais via des incubateurs, à Libreville avec l'incubateur national et l'Espace PME que nous gérons, à Mouila avec l'incubateur agricole, à POG avec l'incubateur hydrocarbures et bientôt à Nkok avec l'incubateur bois et Tchibanga avec l'incubateur agriculture/pisciculture. Nous comptons poursuivre notre extension pour créer un réseau à l'échelle nationale.

ECONOMIE GABON + : Combien de sociétés privées adhèrent et quels sont les mentors de vos chefs d'entreprises en herbe ?

Cette année 16 grandes entreprises nous ont soutenus et 9 patrons d'entreprises, que je ne pourrai nommer ici, ont proposé de devenir mentors bénévoles pour soutenir une startup.

ECONOMIE GABON + : Comment est financée la structure de JA Gabon ? Par l'État, des institutions, des banques, des privés ?

Notre budget de l'année était partagé entre le secteur privé à hauteur de 40%, des pouvoirs publics par le biais de la Présidence de la République à hauteur de 35% et des bailleurs de fonds qui représentent 25%.

ECONOMIE GABON + : Quelle est le coût de fonctionnement annuel de JA Gabon ?

Selon les années, notre budget varie entre 800 millions et un milliard de F CFA. Cela comprend les frais relatifs aux programmes, à la gestion des espaces qui nous incombent et à nos frais de fonctionnement. Nous sommes une association à but non lucratif, donc nous ne visons aucun bénéfice. Ce budget nous permet d'assurer la gratuité des programmes destinés aux jeunes. Je profite de cette tribune pour remercier tous nos généreux donateurs qui ont cru en nous depuis 5 ans et qui continuent à nous soutenir.

ECONOMIE GABON + : Combien d'emplois directs avez-vous générés ?

Mon équipe est constituée aujourd'hui de 32 salariés, tous déclarés, dont 29 sont gabonais. Dans notre plan de développement sur les trois prochaines années, nous comptons recruter encore 50 nouvelles personnes. Nous avons beaucoup utilisé les contrats CAJ de l'ONE pour aider les jeunes à trouver leur premier emploi, et finalement, ils passent en général en CDD au sein de la structure. C'est un excellent dispositif qui nous permet en toute flexibilité de grandir ■

ALTEMPLOI... UNE IDÉE QUI NE S'ARRÊTE PAS LÀ !

Tout juste sorti de d'école, Alexandre ALAWOE crée en 2016 AltEmploi Gabon, une structure 100 % privée. C'est en pensant aux difficultés qu'il a rencontrées à trouver un stage qu'est née l'idée. Ayanne JIOLLENT, responsable de l'agence, nous éclaire sur ce qu'ils sont, ce qu'ils font et ce qu'ils ambitionnent.

Par Anne-Marie Jobin

ÉCONOMIE GABON+ : Combien de demandeurs d'emploi sont enregistrés à ce jour ? Et combien de sociétés sont inscrites chez vous ?

À ce jour, nous comptons plus de 25 000 CV qualifiés (à parité entre hommes et femmes), c'est à dire des personnes en recherche active que nous avons reçues, entendues ou accompagnées. Ainsi nos dossiers candidats sont complets et prêts à être envoyés à nos clients-recruteurs. Nous travaillons également étroitement avec les écoles et les universités. Coté entreprises, nous comptons plus de 150 clients évoluant dans des secteurs d'activités très divers, pour une trentaine de postes à pourvoir par mois.

ÉCONOMIE GABON+ : Comment procédez-vous ?

Grâce à des formations et des entretiens personnalisés, nous accompagnons et orientons nos candidats vers l'emploi qui leurs ressemble.

Coté entreprise, nos méthodes d'évaluation nous permettent de garantir à nos clients de ne pas se tromper !

De plus, pour mieux répondre aux réalités du marché local et international, nous digitalisons au maximum notre démarche ! De leur côté, les

candidats s'inscrivent et postulent en ligne, gratuitement, sur notre site emploi www.altemploi5.com. Pour notre part, nous diffusons les offres d'emploi sur les réseaux sociaux : Facebook, LinkedIn etc.

AltEmploi Gabon propose un ensemble de savoir-faire au service de la performance des ressources humaines via différentes lignes de services : conseil, recrutement, mise à disposition de personnel, externalisation de la paye, formation, coaching...).

ECONOMIE GABON+ : Pourriez-vous parlez de votre partenariat avec l'ONE ? Quels sont les objectifs principaux ?

Dans le cadre de la 1^{re} édition du Salon de l'Emploi & des Métiers que nous avons organisée le 8 juin dernier, nous avons rencontré ensemble de nombreux candidats (près de 7 000 participants). De fait, nous nous sommes confrontés aux besoins réels des chercheurs d'emploi. À l'issue de ce salon très instructif, outre la reconnaissance de leurs valeurs communes, l'ONE et AltEmploi Gabon ont souhaité s'engager en vue d'une collaboration forte et efficace en faveur de l'amélioration de l'employabilité des jeunes.

Le but de ce partenariat est d'offrir à tous nos candidats, notamment aux plus jeunes, un accompagnement en phase avec le marché de l'emploi et en adéquation avec les attentes des employeurs ■

LA FONDATION BGFIBANK LANCE LA 2^E ÉDITION DE SON PROGRAMME « WOMEN ENTREPRENEURS BUSINESS EDUCATION »

100 femmes gabonaises ont été sélectionnées parmi 350 candidates, toutes désireuses d'acquérir les compétences nécessaires pour développer une petite ou moyenne entreprise

La rédaction



La Fondation BGFIBank lance la 2^e édition de son programme « Women Entrepreneurs Business Education »

La Fondation BGFIBank (Fondation-BGFIBank.com) accueille la promotion 2018 de son programme de formation gratuit « Women Entrepreneurs Business Education ». 100 femmes gabonaises ont été sélectionnées parmi 350 candidates, toutes désireuses d'acquérir les compétences nécessaires pour développer une petite ou moyenne entreprise. Le programme a débuté à Libreville le 17 septembre 2018 dans les locaux de BGFI Business School (BBS).

Étalée sur une durée de 3 mois (de septembre à novembre), cette 2^e édition a recruté 100 participantes issues de 3 villes gabonaises dont 50 à Libreville et 50 à Franceville et Port-Gentil. C'est l'innovation apportée cette année par la Fondation BGFIBank qui a souhaité multiplier ses efforts au Gabon en donnant l'opportunité à plus de femmes entrepreneurs à l'intérieur du pays. Une décision qui ouvre de nouvelles sessions en province, car c'est le pays tout entier qui doit bénéficier de la création de valeur, avec un développement formel du secteur privé. « À travers ce programme, nous souhaitons contribuer, à notre niveau, à faire reculer les inégalités qui freinent le développement de l'entrepreneuriat au féminin, car nous sommes convaincus que la

réussite de l'entrepreneuriat féminin est aujourd'hui un enjeu économique majeur pour le Gabon », a déclaré Manying Garandau, secrétaire exécutif de la Fondation BGFIBank.

ENCOURAGER LA CITOYENNETÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES

L'ambition de ce programme est d'encourager la citoyenneté économique de ces femmes en leur permettant de devenir indépendantes financièrement et ce, de façon durable. Cet objectif sera atteint grâce à des formations adaptées et axées sur les bonnes pratiques dans les domaines essentiels de la gestion et du développement d'entreprise. « Le programme Women Entrepreneurs Business Education a été une expérience très enrichissante pour moi à tous les niveaux. Il me permet aujourd'hui de mieux planifier mon activité, de mieux la structurer et de savoir comment élargir mon portefeuille-clients », témoigne Linda Minoué, bénéficiaire ivoirienne de la promotion 2017.

Credit photo : © DR

Le programme « Women Entrepreneurs Business Education » a été spécialement conçu pour renforcer les chances de démarrage et de survie des jeunes entreprises. Il offre en effet une approche pratique par le biais d'exercices interactifs qui permettent aux participantes de consolider leurs connaissances nouvellement acquises dans chacun des thèmes proposés.

UNE PREMIÈRE ÉDITION COURONNÉE DE SUCCÈS

En 2017, la 1^{re} édition du programme « Women Entrepreneurs Business Education » a formé 100 femmes recrutées dans trois des pays dans lesquels intervient la Fondation BGFIBank, c'est à dire le Gabon, le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Chaque participante a été sélectionnée sur la base du caractère innovant et du potentiel de son projet entrepreneurial ainsi que de sa volonté d'atteindre son autonomie financière.

Pour cette 2^e édition, consécutivement au succès de la première édition clôturée le 9 mars 2018 à l'Hôtel Radisson Blu de Libreville par une cérémonie de remise de certificats de participation aux bénéficiaires, la Fondation BGFIBank a souhaité renouveler son partenariat avec Entreprenarium. « En tant que partenaire technique, La Fondation Entreprenarium a largement fait ses preuves dans le domaine de la formation entrepreneuriale. Le renouvellement de ce partenariat ne fait que confirmer une collaboration solidement ancrée entre nos deux organisations », a indiqué Manying Garandau, secrétaire exécutif de la Fondation BGFIBank ■

Source : bgfifoundation.africa-newsroom.com

LE PLAN DE RÉFORME DU SYSTÈME ÉDUCATIF AU GABON NÉCESSITERA 1 250 M^{DS} DE F CFA

La Task Force propose de sanctuariser les financements, de consacrer 20% des dépenses publiques au budget de l'éducation nationale et de créer des partenariats intégrés impliquant l'État, les élèves et les parents, le corps professoral et le secteur privé.



Credit photo : UNICEF/Déjough

La Task Force mise en place en août dernier par le président gabonais Ali Bongo Ondimba pour identifier les actions à mener dans le secteur de l'éducation vient de rendre son rapport. Elle propose diverses démarches devant concourir à une réforme du système éducatif gabonais avec un important budget de 1 250 m^{ds} de F CFA.

Dans son rapport transmis ce mercredi, le groupe d'experts gabonais a proposé un plan quinquennal prévoyant les diverses démarches à engager à plusieurs niveaux. Ainsi, sur les cinq prochaines années, la Task Force propose de sanctuariser les

financements en consacrant 20% des dépenses publiques au budget de l'éducation nationale, de créer des partenariats intégrés impliquant l'État, les élèves, les parents, le corps professoral et le secteur privé et enfin, d'encourager une forte implication du secteur privé et des partenaires financiers et techniques. Le plan prévoit également des mesures telles que la réforme du système d'attribution des bourses, avec notamment la mise en place d'une bourse professionnelle et la réintroduction du principe d'une bourse universitaire. Selon la proposition, cette dernière serait octroyée selon des critères d'âge et de mérite.

ENVIRONNEMENT PÉDAGOGIQUE ET STRUCTUREL

Les réformes suggérées par la Task Force concernent également l'environnement pédagogique et le niveau structurel. Pour ce qui est de l'environnement pédagogique, le plan prévoit le lancement de nouvelles filières stratégiques, une amélioration des curricula et programmes, un renforcement des ressources humaines qualifiées et le recrutement d'enseignants et de personnels administratifs.

Au niveau structurel, il faudra mettre en place un secrétariat scientifique d'orientation, créer un Conseil national de l'éducation, regrouper les différents ministères en charge de l'éducation et de la formation au sein d'un seul et même ministère et s'assurer de la qualité, indique le groupe d'expert présidentiel.

Le rapport précise en outre que toutes ces pistes devront être mises en place en trois mois. Ce qui justifie le schéma de financement innovant actuellement en projet, qui sera mis en place avec le concours des organismes internationaux ■

Source : afrique.latribune.fr

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

WAÏ TROPICAL
SOUNDS

TOUS LES JEUDIS

AMBIANCE MUSICALE
LIVE

DE 19H00 À 23H00

AU WAÏ BAR

INFOLINE: 01 448 000 / 01 448 008

WAÏ BAR

radissonblu.com/hotel-libreville

ÉTUDIER : POURQUOI LE CHOIX DE L'AFRIQUE

Contenus des cours harmonisés avec ceux de grandes écoles, coût de la vie compétitif, marchés en développement : tenter l'expérience in vivo en Afrique offre de nombreux atouts.

La rédaction



À l'image des meilleurs étudiants des plus grandes universités du monde, ceux de l'African Leadership Academy se mettent au diapason des enjeux stratégiques actuels.

« À nos partenaires du Nord, aux étudiants surtout, je dirais : N'ayez pas peur de venir en Afrique. Nous travaillons dur et obtenons des résultats, même avec de petits moyens. Nos universités forment des cadres pour nos pays et nous avons des enseignants compétents ». À l'évidence, pour l'auteure de ces propos, Hortense Atta Diallo, professeure d'agronomie, vice-présidente de l'université Nangui-Abrégoua d'Abidjan et chargée de la planification, de la programmation et des relations extérieures, les universités sur le continent ont une partition à jouer au-delà de l'enseignement et de la formation d'étudiants africains. Cela se justifie d'autant plus que la donne a changé sur le plan économique au niveau international, faisant de l'Afrique un continent d'avenir. Certains parlent même de « la nouvelle frontière ».

RENFORCER LA PERTINENCE DES FORMATIONS

Si l'enjeu pour l'Afrique est de jeter de plus en plus de ponts avec des universités et des centres de recherche du Nord pour élever le standard de compétence de ses étudiants, pour les pays du Nord, et en la matière l'Europe joue sa carte, il s'agit de renforcer la pertinence de la formation des étudiants en y intégrant, au-delà des éléments techniques, des clés culturelles. L'idée est d'être le plus affûté possible face à des concurrents de plus en plus agressifs venus d'autres horizons, notamment d'Asie et d'Amérique du Nord. « L'acquisition de compétences par les jeunes Africains est une priorité pour nous », dit Deirdre Lennan, chargée du programme Erasmus+ pour l'Afrique à la Commission européenne. Ce programme offre des possibilités de mobilité et des périodes de formation à des étudiants africains en Europe, mais aussi à des doctorants et enseignants européens qui vont dans les universités africaines. Là, dans des domaines comme les maladies infectieuses ou l'ingénierie civile, du fait de la construction de nombreuses nouvelles « villes intelligentes »*, l'Afrique peut leur apporter une belle expérience. Cette démarche fait écho à la volonté au plus haut niveau, entre l'Union africaine et l'Union européenne, de faire un grand travail d'identification des contenus, des modes d'enseignement aussi, pour élever



le niveau de formation et mieux l'adapter aux besoins du continent africain en termes de profils d'emploi. Avec l'Erasmus africain sur lequel travaillent l'Union africaine et la Commission européenne, la mobilité entre universités africaines devrait être renforcée et pourrait permettre la délivrance de doubles diplômes purement africains.

LA QUÊTE D'EXCELLENCE

Comme le dit Amadou Diaw, président et fondateur de l'Institut supérieur de management (ISM) de Dakar, établissement pionnier et de référence en Afrique de l'Ouest désormais dans l'escarcelle de Galileo-Providence, troisième groupe mondial en matière d'éducation, « il faut repenser les contenus et l'enseignant du futur ». Tirant les conséquences de la prise de conscience de l'Afrique sur la nécessité de créer de la valeur sur place, des groupes d'enseignement supérieur européens ont sauté

le pas pour s'installer sur le continent. En plus d'écoles de commerce comme Kedge ou Neoma qui ont établi des partenariats avec des structures installées en Afrique, d'autres établissements se sont carrément installés sur place. C'est le cas de Paris-Dauphine à Tunis et de l'Essec à Rabat. Pour Thierry Sibieude, directeur général du campus Essec Afrique de Rabat, la création de valeur sur les territoires africains se fera par la création d'entreprises. Son raisonnement : l'Afrique compte aujourd'hui 600 millions de personnes en âge de travailler et ce chiffre doublera dans les prochaines années. Or toutes ne pourront pas être fonctionnaires ou employées par de grands groupes.

RÉPONDRE À UN BESOIN DU TERRAIN

Cette analyse fait écho à ce que le terrain même révèle de la prise de conscience des Africains de cette réalité. Pour rappel, dès

1992, le Sénégalais Amadou Diaw, pionnier en la matière en Afrique francophone, s'est lancé dans la création d'une business school, l'Institut supérieur du management, dans un environnement où aucun texte législatif ne venait réglementer l'enseignement supérieur privé au Sénégal. Vingt-six ans après, l'ISM, qui a un partenariat avec l'Essec, compte 5 000 étudiants de 30 nationalités pour un corps enseignant de 100 professeurs qu'accompagnent 250 salariés. Et la question de la qualité et de l'excellence a été une préoccupation de tout premier plan dès le début. Aussi, la certification ISO 9001 version 2000 est-elle venue couronner les premières démarches en ce sens en 2004. Cerise sur le gâteau : l'obtention de l'accréditation Cames (Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur) qui sert de cadre de régulation, d'organisation, de certification, de normalisation et de reconnaissance des diplômes, et organise la sélection et l'admission à l'enseignement supérieur des pays membres. Aujourd'hui, l'ISM travaille avec 50 écoles partenaires réparties sur plusieurs continents (Europe, Amérique, Asie), compte quelque 200 entreprises partenaires et a déjà diplômé plus de 18 000 étudiants d'horizons très divers. C'est dire que les Africains n'ont pas attendu pour se lancer sur le créneau des business schools. Actuellement, certaines d'entre elles, comme l'African Leadership Academy en Afrique du Sud et Ashesi au Ghana, sont emblématiques de la capacité africaine à faire rimer formation et excellence.

TIRER AVANTAGE D'UNE MEILLEURE HARMONISATION ET D'UN COÛT MOINDRE

Sinon, quels sont les constats avec le temps ? Progressivement, tirant avantage des déductions de ce que sera le marché de l'emploi demain sur le continent, les systèmes éducatifs européens et africains sont en train de s'articuler vers une certaine harmonisation. Celle-ci ne manquera pas de donner un avantage compétitif à l'Afrique. En effet, si les diplômes délivrés sur le continent correspondront de plus en plus au standard international, qu'ils soient délivrés dans les universités ou les business schools, le coût de l'environnement des études peut être moindre. Le cas d'Élisa, étudiante française à l'Essec de Rabat, est éloquent. Installée depuis janvier, elle a réussi à trouver un appartement confortable en plein centre-ville. Son loyer : entre 200 et 300 euros. « De manière générale, mes dépenses par rapport à ma vie parisienne ont été divisées par deux », explique-t-elle, mettant l'accent sur son confort de vie qui lui permet de profiter pleinement de son expérience marocaine et d'en apprendre davantage sur l'Afrique. « Le contenu de nos cours, la qualité des intervenants et les rencontres avec de nombreux acteurs économiques nous apprennent beaucoup sur les réalités du continent africain », poursuit-elle. Une façon pour elle, comme pour les autres étudiants tentés par l'aventure africaine, d'apporter de la valeur ajoutée à son choix ■

Source : afrique.lepoint.fr

*La ville intelligente offre à ses habitants une qualité maximale avec une consommation de ressources minimale grâce à une combinaison intelligente des infrastructures (transports, énergie, communication etc.) aux différents niveaux hiérarchiques (bâtiment, quartier, ville).

INTERVIEW DE MONSIEUR DONALD EMERANT, DIRECTEUR GÉNÉRAL

LA FORMATION : UN SUJET D'ACTUALITÉ CONSTANT CHEZ OILIBYA

OILIBYA est en phase de restructuration et nous développerons très bientôt l'actualité de cette entreprise dans nos colonnes. En attendant, et au regard des circonstances, il nous a semblé opportun de poser quelques questions à son Directeur général dans le cadre de notre dossier spécial Éducation Formation.

Par Anne-Marie Jobin

ECONOMIE GABON+ : Quelle est la masse salariale d'OILIBYA Gabon et comment est-elle répartie ?

La masse salariale de Libya Oil Gabon franchit la barre des 2 mds de F CFA/an. À ce jour, 77 Gabonais travaillent sous contrat à durée indéterminée. Par ailleurs et depuis peu, nous avons signé le Contrat d'Apprentissage Jeunesse avec l'ONE (l'Office National de l'Emploi). Depuis, nous avons reçu plus de 30 jeunes en stage à la Libya Oil Gabon. Quant à la répartition des postes, 30% d'entre eux sont occupés par des femmes.

ECONOMIE GABON + : Quelles sont les formations dont peuvent bénéficier vos employés et sous quelle forme ?

Nos employés ont accès à tous types de formations. Nous nous adaptons à l'évolution du secteur professionnel, ce qui oblige Libya Oil Gabon à offrir une formation continue à ses employés afin qu'ils puissent mettre leurs compétences optimisées au service de la Société. Ces formations sont de durée variable selon le domaine et la matière. Elles peuvent se traiter tout au long de l'année, notamment les cours d'anglais par exemple, qui sont dispensés en interne dans nos bureaux, ou en quelques semaines pour de simples mises à jour. Ces formations peuvent aussi faire l'objet de déplacements à l'extérieur du pays, en Europe, à Dubaï ou ailleurs. Rappelons que notre groupe opère dans 18 pays sur le continent africain et emploie plus de 2 100 personnes, ce qui justifie nos multiples engagements à l'égard de la formation de nos agents.

ECONOMIE GABON + : Quel budget allouez-vous à la formation ?

NOUS CONSACRONS PLUS DE 60 MILLIONS DE F CFA PAR AN À LA FORMATION.

ECONOMIE GABON + : Comment recrutez-vous votre personnel et quelles sont vos sources et vos méthodes en termes de ressources humaines ?

Certains employés travaillent avec et pour Libya Oil Gabon depuis plus de 30 ans, d'autres viennent à peine de commencer leur contrat à durée indéterminée. Les recrutements se font soit directement au Gabon par notre

département des ressources humaines, soit par une agence de recrutement extérieure au Gabon. Hormis le Directeur Général, tous les employés de Libya Oil Gabon sont gabonais. Certains ont bénéficié d'expériences internationales avec de grandes multinationales, d'autres ont fait leurs premiers pas avec Libya Oil Gabon ■



Monsieur Donald EMERANT,
Directeur Général oilibya



GSEZ

Gabon Special Economic Zone



Programme
Vision pour tous 2018

GSEZ, engagée auprès des Gabonais

du 4 avril au 11 oct. 2018

Bilan des 6 mois du programme ophtalmologique GRATUIT Intégralement financé par GSEZ



75 066
CONSULTATIONS



8 000
PAIRES DE LUNETTES
PRESCRITES



35 108
ENFANTS DÉPISTÉS
DANS LEURS ÉCOLES



3 013
OPÉRATIONS
CHIRURGICALES

IL NOUS RESTE DEUX ANS POUR AGIR CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, AVERTIT L'ONU

Nous pouvons gagner cette course contre la montre, mais le temps presse pour prendre dès maintenant les mesures nécessaires, plaide António Guterres, le chef de l'ONU.

La rédaction

Le monde a deux ans pour agir contre le changement climatique, sauf à affronter des « conséquences désastreuses », a averti lundi 10 septembre 2018 le chef de l'ONU, appelant la société civile à réclamer « des comptes » aux dirigeants de la planète. « Si nous ne changeons pas d'orientation d'ici 2020, nous risquons (...) des conséquences désastreuses pour les humains et les systèmes naturels qui nous soutiennent », a déclaré António Guterres. Son discours à l'ONU intervient trois jours avant un sommet mondial inédit en faveur de l'action climatique qui doit réunir à San Francisco des milliers d'élus, de responsables d'ONG et d'entreprises.

« Il est impératif que la société civile – jeunes, groupes de femmes, secteur privé, communautés religieuses, scientifiques et mouvements écologiques dans le monde – demande des comptes aux dirigeants », a insisté le secrétaire



António Guterres, secrétaire général de l'ONU, le 21 juin 2018 à Moscou

général des Nations-Unies. En dressant un tableau noir des menaces pesant sur la chaîne alimentaire et l'accès à l'eau, M. Guterres a martelé que le monde faisait « face à une menace existentielle directe » et au « plus grand défi » de notre époque.

« Le changement climatique va plus vite que nous », a-t-il relevé. « Nous avons les outils pour rendre nos actions efficaces, mais nous manquons – même après l'accord de Paris – de leadership et d'ambition pour faire ce que nous devons faire », a-t-il déploré. Ainsi, « nous

devons arrêter la déforestation, restaurer les forêts détériorées et changer notre manière de cultiver ». Il faut aussi revoir « la manière de chauffer, de refroidir et d'éclairer nos bâtiments pour gaspiller moins d'énergie ». António Guterres a rappelé qu'il organisera à l'ONU un sommet mondial sur le climat en septembre 2019, soit un an avant l'échéance imposée aux signataires de l'accord de Paris de 2015 pour s'acquitter de leurs engagements ■

Source : www.sciencesetavenir.fr

CHANGEMENTS CLIMATIQUES : L'INDE FAIT UN DON DE 560 MILLIONS DE FRANCS AU GABON

À l'initiative du Gabon, une table ronde des partenaires de l'initiative d'adaptation pour l'Afrique s'est tenue le lundi 24 septembre 2018 à New York, en marge de la 73^e assemblée générale des Nations-Unies.

La rédaction

Au cours de cet événement, la vice-ministre indienne a annoncé un don de près de 560 millions de F CFA (1 million de dollars) pour la mise en œuvre d'un projet d'adaptation au changement climatique au Gabon.

Co-présidée par le ministre d'État en charge des Affaires Étrangères, Régis Immongault, et par l'administrateur du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), Achim Steiner, cette table ronde constitue le premier événement international de haut niveau dédié à la problématique du financement de l'adaptation aux changements climatiques.

En effet, les derniers rapports sur l'adaptation indiquent qu'un déficit de l'ordre de 7 à 15 mds de dollars pourrait se creuser d'ici 2020. Ce déficit serait susceptible de s'aggraver avec les tendances climatiques actuelles qui causent déjà de graves inondations, des sécheresses, la diminution des rendements agricoles, voire la destruction des infrastructures côtières.

À cette occasion, les résultats du premier Rapport sur l'état de l'adaptation de l'Afrique aux chan-



gements climatiques, fruit de la collaboration entre le Gabon, le PNUD et l'initiative d'adaptation pour l'Afrique, ont été présentés. Il y est notamment signalé que 7 des 10 pays considérés comme les plus menacés par le changement climatique au niveau mondial se situent en Afrique. Paradoxalement, en dépit des engagements internationaux, le rapport démontre également que les pays africains investissent aujourd'hui eux-mêmes pour lutter contre les changements climatiques, en moyenne à hauteur de 2% de leur PIB.

« L'Afrique, avec ses moyens, déploie toute son énergie pour lutter contre le cancer du développement moderne qu'est le changement climatique, ce qui doit également conduire nos partenaires à mobiliser davantage leurs efforts », rappelait récemment Ali Bongo Ondimba en sa qualité de Coordonnateur du comité des Chefs d'État et de gouvernement africains sur les changements climatiques (CAHOSCC).

Aussi, 4 grands programmes multilatéraux ont-ils été lancés à New York : renforcer les systèmes

d'information sur le climat, soutenu par la BAD ; mettre en place un système d'alerte précoce pour la gestion du Lac Tchad, soutenu par la Commission dudit Bassin ; développer un mécanisme de gestion des risques, soutenu par African Risk Capacity ; et enfin améliorer la gestion des connaissances sur l'adaptation, soutenu par l'Institut Environnemental de Stockholm.

Au terme de cette table ronde, les participants se sont donné rendez-vous à Katowice lors de la COP24 pour un événement de haut niveau afin d'assurer la concrétisation des engagements politiques annoncés à New York.

Rappelons que l'Initiative d'adaptation pour l'Afrique (IAA) a été lancée par le CAHOSCC lors de la COP21 à Paris et vise à soutenir la réponse de l'Afrique à l'adaptation par la mobilisation des ressources, la coordination des initiatives existantes et le soutien aux projets ■

Source : directinfosgabon.com

AFRICA AGRI FORUM

10 – 11 DÉCEMBRE 2018
À LIBREVILLE

Transformation agricole, le défi africain

Organisée par i-conférences en partenariat officiel avec OCP Africa, la rencontre Africa Agri Forum 2018 contribuera au développement de l'agriculture dans la région à travers des réflexions stratégiques entre les décideurs et les délégations ministérielles représentées. Ce forum de deux journées sera le lieu d'échanges entre plus de 400 professionnels du secteur autour des défis de la transformation de l'agriculture africaine, avec un focus particulier sur les enjeux de l'investissement, du financement et des partenariats publics privés.

Fort du succès de ses quatre éditions précédentes à Abidjan, l'Africa Agri Forum s'invite aujourd'hui au Gabon, pays de grandes potentialités agricoles, confirmant ainsi sa vocation régionale en s'ouvrant sur l'Afrique centrale. « Nous organisons l'édition 2018 à Libreville, car le Gabon a une vision agricole ambitieuse que i-conférences souhaite accompagner et partager avec les pays d'Afrique francophone », explique Hassan M. Alaoui, président de i-conférences. Et d'ajouter : « Le Gabon recèle un énorme potentiel agricole qui propose des opportunités d'investissement de la fourche à la fourchette ».

S.E Biendi Maganga Moussavou, ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, chargé de la mise en œuvre du programme Graine du Gabon, inaugurera les travaux de la 5^e édition de l'Africa Agri Forum les 10 et 11 décembre prochains à Libreville, aux côtés des représentants gouvernementaux présents.

Cameroun, pays invité d'honneur

En tant que puissance agricole régionale, le Cameroun est désigné pays invité d'honneur de l'Africa Agri Forum 2018. Une importante délégation camerounaise représentant les secteurs public et privé est ainsi attendue à cette rencontre afin de partager avec l'audience la vision stratégique de son pays pour le développement d'un secteur agricole durable et solide en Afrique centrale.

i-conférences

i-conférences est leader dans l'organisation de forums B2B en Afrique du Nord, du Centre et de l'Ouest, visant à promouvoir le partenariat Sud-Sud et à favoriser l'investissement et le développement de secteurs stratégiques. Cette société créée en 2004 et basée à Casablanca compte à son actif plus de 100 forums spécialisés dans le domaine de la santé, l'agriculture, les TIC, la banque, la poste, les infrastructures etc ■

SOURCE : www.africaagriforum.org

INTERNET : LA GUERRE DES PRIX FAIT RAGE AU GABON

Le domaine des technologies de l'information continue son essor au Gabon. C'est d'ailleurs l'un des secteurs de l'économie les plus dynamiques depuis quelques années, et la concurrence va bon train entre les opérateurs pour faire baisser les prix.

La rédaction

Fini le temps où il fallait attendre des heures pour ouvrir une page web ou consulter ses mails au Gabon. De l'avis de nombreux internautes gabonais, le service s'est nettement amélioré ces dernières années, même si quelques problèmes surviennent de temps à autres, généralement liés à des pannes techniques occasionnelles.

Les opérateurs de télécommunication se concentrent désormais sur les services appelés DATA. Leur chiffre d'affaires relatif aux services traditionnels de VOIX continue de chuter, principalement à cause des services de messagerie instantanée tels que Whatsapp, Viber et autres.

Pour s'assurer d'attirer un maximum de clients vers leurs réseaux, les opérateurs n'hésitent pas à casser les prix. La concurrence est rude. On notera par exemple l'annonce faite aujourd'hui par le Groupe Vivendi Africa (GVA) de la baisse de 20 000 FCFA du prix de connexion à la fibre. Une réponse à son concurrent direct, Gabon Télécom. Le jour du lancement de GVA, ce dernier n'avait pas hésité à afficher dans toute la capitale le passage du coût de connexion de la fibre de 70 000 à 35 000 F CFA.

Ainsi, GVA a annoncé aujourd'hui sa nouvelle grille tarifaire pour le grand public. La connexion Internet en fibre optique sera désormais de 25 000 F CFA par mois pour un débit de



10 mégabits. Auparavant il fallait déboursier la somme de 45 000 F CFA. On peut s'attendre à un réajustement tarifaire de Gabon Télécom dans les prochaines semaines.

Source : africtelegraph.com

ENJEUX ET AFFRONTEMENTS AUTOUR DU MOBILE MONEY EN AFRIQUE

La rédaction

Le développement du Mobile Money déployé par les opérateurs de téléphonie mobile (GSM) a été si fulgurant en Afrique que certains observateurs prédisent déjà le déclin des banques traditionnelles. Pourtant, aux incessantes incursions des GSM, le système bancaire a réagi en déployant des solutions de Mobile Banking. En raison de relations d'interdépendance, les deux parties privilégient jusqu'ici la dynamique du partenariat. Mais l'annonce de la création d'une banque par un opérateur GSM laisse présager une rupture de ban pouvant bouleverser les deux industries.



Credit photo : © DR

Le réveil des banques

Le développement et l'élargissement de l'offre de services financiers du M-Pesa au Kenya et en Afrique de l'Est, d'Orange Money en Afrique francophone, de MTN Mobile Money au Ghana etc. ont été si rapides et couronnés de succès que les banques ont modifié leur stratégie pour ériger désormais la course au digital au rang de priorité de survie.

Ecobank, Société Générale, Barclays Bank, Equity Bank... et même la Standard Chartered Bank connue davantage en Afrique comme une banque institutionnelle, ont désormais leur plateforme de Mobile Banking. Elles se sont également appuyées sur la réglementation naissante relative à l'Agency Banking pour essayer un réseau d'agents afin de combler leur déficit de proximité avec la clientèle.

Analyse des forces en présence

Les banques ont l'avantage de la connaissance du métier de la finance en Afrique, particulièrement en zone urbaine. Elles connaissent bien les rouages de la *compliance* et s'appuient sur des marques fortes. Au regard des conditions assez drastiques de la collecte de dépôts et

de la fourniture de certains services, on peut dire qu'elles ont également la réglementation à leur avantage.

Les GSM ont quant à eux l'avantage d'une base de clientèle très large, un vaste réseau de distribution huilé et bien maîtrisé. Et surtout, ils contrôlent l'infrastructure de communication et la connectivité.

Ainsi, les banques sont dépendantes des GSM pour l'attribution de codes USSD, pour l'accès des *featurephones* (téléphone mobile classique) à leurs services de banque par mobile. Selon la GSM Association, deux téléphones sur trois sont encore de première génération en Afrique, c'est-à-dire sans accès Internet. Même pour les objets connectés comme les *smartphones* ou les tablettes, les GSM détiennent la carte de la connectivité, utilisable pour brouiller les accès aux applications bancaires.

Les GSM ont à leur tour besoin de la licence de leurs partenaires bancaires pour certains services : que ce soit pour M-Pesa au Kenya, Orange Money en Côte d'Ivoire ou MTN Mobile Money au Ghana, les banques étaient des partenaires incontournables au lancement. Plusieurs GSM continuent d'opérer sous couvert de leur partenaire bancaire. Les opérateurs qui ont réussi à obtenir des licences

d'émetteur de monnaie électronique se voient également imposer par la réglementation l'obligation de garantir cette activité par un dépôt équivalent en compte bancaire. Leurs activités de transfert à l'international, de nano-crédit et d'épargne rémunérée ne peuvent se faire sans partenaire bancaire. Leurs incursions et offensives dans certaines lignes d'activités bancaires sont parfois freinées à l'entrée par une barrière majeure : la réglementation.

Ainsi au Kenya, une étude du cabinet Analysys Mason a recommandé la scission des activités de Safaricom en deux sociétés, mettant ainsi la pression sur le mastodonte qu'est devenu M-Pesa. De même, Orange Money et MTN Mobile Money ont fait l'objet d'un rappel à l'ordre par les régulateurs bancaires en zone F CFA à la suite du lancement de leur produit de transfert à l'étranger. L'ouverture de discussions a laissé deux options possibles : créer une banque ou entrer en partenariat avec une banque.

Alliée à leur traditionnelle relation de financement, cette situation de dépendance mutuelle explique l'absence d'un affrontement frontal et direct. Chaque partie adopte aujourd'hui une posture de coopération et de partenariat gagnant-gagnant autour du mobile money... Mais le spectre de la guerre est-il réellement écarté ?

Point de rupture dans l'équilibre du jeu actuel

Lors d'une interview accordée à Jeune Afrique en novembre 2017, Stéphane Richard, PDG d'Orange, déclarait : « Dans les années qui viennent, Orange doit accomplir une mutation pour devenir une banque de plein exercice... À coup sûr, Orange aura une banque en Afrique dans les deux ans ». Motivé par la croissance rapide de cette ligne d'activité dans le bilan de la société, il est allé plus loin dans l'offensive informationnelle en prédisant : « On peut penser que les opérateurs de télécoms seront les banquiers de l'Afrique parce que leur modèle est plus adapté aux réalités africaines que celui des banques traditionnelles ».

Cette attaque des GSM pourrait être suivie d'une contre-attaque que l'on imagine orientée vers le quasi-monopole des GSM sur la connectivité. Mais il est beaucoup plus coûteux financièrement et en temps d'acheter une licence GSM, d'investir dans les infrastructures et le développement de réseau, que de créer ou racheter une banque... Cette asymétrie d'effort entre les deux acteurs pourrait pousser à une recomposition des deux secteurs. En effet, plusieurs GSM sont encore sous pression de leur régulateur avec d'énormes sanctions financières (Nigeria, Cameroun, Bénin etc.). Il serait surprenant qu'ils s'engagent dans une nouvelle industrie où les obligations sont encore plus fortes.

Une refonte possible des deux industries

Pour la suite, nous tablons sur une refonte des deux industries. En effet l'affrontement inter-industrie ne doit pas occulter la concurrence intra-industrie qui fait rage dans nombre de pays, par exemple entre Orange et MTN au Cameroun et en Côte d'Ivoire pour les GSM, ou entre Société Générale et Ecobank-Attijariwafa en Côte d'Ivoire et au Sénégal pour les banques.

Ceci pourrait aboutir à terme à des fusions-acquisitions stratégiques au sein de holdings ayant chacune une branche GSM et une branche bancaire... L'intégration récente des accords de Bâle III dans les réglementations bancaires des zones monétaires de la région, avec leurs exigences accrues en matière de capital, devrait faciliter cette dynamique de regroupements stratégiques pour tenir, voire renforcer, les positions acquises, les sociétés de GSM affichant généralement une trésorerie abondante et des niveaux de bénéfices assez confortables pour faciliter une entrée au capital ■

Source : infoguerre.fr

Cymbopogon citratus,
lemon grass

Vitellaria paradoxa,
shea tree

Tagetes erecta,
African marigold

Organisée par i-conférences en partenariat officiel avec OCP Africa, la rencontre Africa Agri Forum 2018 contribuera au développement de l'agriculture dans la région à travers des réflexions stratégiques entre les décideurs et les délégations ministérielles représentées. Ce forum de deux journées sera le lieu d'échanges entre plus de 400 professionnels du secteur autour des défis de la transformation de l'agriculture africaine, avec un focus particulier sur les enjeux de l'investissement, du financement et des partenariats publics privés.



2^{EME} EDITION

DEVEENEZ STARTUPPER DE L'ANNEE ET GAGNEZ LE SOUTIEN DE TOTAL

SOUMETTEZ VOTRE PROJET SUR
startupper.total.com



TOTAL

Committed to Better Energy

Les idées ont besoin d'énergie pour grandir.

Vous êtes jeune entrepreneur ? Vous avez un projet et vous y croyez ?

Alors, n'attendez plus ! Soumettez votre candidature sur startupper.total.com. Un jury nommera les 3 meilleurs projets de l'année au Gabon et mettra en lumière son Coup de Cœur Féminin. Tentez de gagner le label STARTUPPER DE L'ANNÉE 2019, une aide financière, de la visibilité et un accompagnement pour votre projet*.

*Voir règlement sur startupper.total.com

startupper.total.com



POUR SON 70^E ANNIVERSAIRE, EG+ INNOVE :

CHAÎNE YOUTUBE, REFONTE DU SITE INTERNET, NEWSLETTER BIMESTRIELLE...



L'ensemble de ces vecteurs de communication sont à votre disposition,
selon vos messages à transmettre,
selon votre actualité, selon le public à atteindre, selon la période concernée...



Newsletter Bimestrielle
15 203 adhérents
(selon les dernières statistiques officielles
22% de la diaspora la reçoit).



Facebook enregistre
2 100 abonnés à la page



Twitter compte
2 318 Followers



LinkedIn échange avec
6 068 relations



YOUTUBE une chaîne baptisée :
Les Échos de l'Éco
Décembre 2018